

MANIFESTE POUR UNE ÉDUCATION
À LA CITOYENNETÉ PLANÉTAIRE



POUR VIVRE
ENSEMBLE À
10 MILLIARDS,
CHANGEONS
L'ÉDUCATION



MANIFESTE POUR UNE ÉDUCATION
À LA CITOYENNETÉ PLANÉTAIRE

POUR VIVRE
ENSEMBLE À
10 MILLIARDS,
CHANGEONS
L'ÉDUCATION

Illustration couverture
© Michel Granger,
Génération futures,
1991, peinture acrylique
sur papier, 56x76,
granger-michel.com

Ce livre est composé
en Avenir

Conception graphique
Véronique Pitte, Die



Édition
Les Amis de Circée
Numéro spécial
Chemin de Traverse
ISBN 978-2-9527223-5-3



*« L'enseignement doit contribuer,
non seulement à une prise de
conscience de notre Terre patrie,
mais aussi permettre que cette
conscience se traduise en une volonté
de réaliser la citoyenneté terrienne. »*

Edgar Morin ⁽¹⁾

Le collectif Paris-éducation 2015 rassemble des pédagogues, des associatifs, des politiques œuvrant pour l'intégration de l'éducation au sein de la COP21.

Renée-Paule Blochet, présidente de l'association Les Amis de Circée

Pierre Calame, président honoraire de la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme

Jacqueline Charron, secrétaire de l'association Les Amis de Circée

Maryse Clary, maître de conférences honoraire à l'Université d'Aix-Marseille

Roland Gérard, coprésident du Collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un Développement Durable et co-directeur du Réseau École et Nature

Thierry Lerévérend, directeur de l'Office français de la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe (FEEE)

Jean-Michel Lex, coordinateur de projets en éducation et formation au Développement Durable

Philippe Meirieu, professeur à l'Université de Lyon et vice-président EELV de la Région Rhône-Alpes

Richard Pétris, ancien directeur de L'École de la paix

Yves Reinkin, député honoraire du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ancien vice-président de la Commission Éducation de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Michèle Rivasi, députée au Parlement européen

Philippe Saugier, consultant européen éducation et changements globaux

SOMMAIRE

7 En préambule

11 État d'urgence... nous n'avons plus le choix

- 12 Vers une transition écologique, culturelle et sociétale
- 14 10 milliards d'humains en 2050
- 16 L'éducation, le chantier oublié des négociations climatiques
- 19 Se mettre en route

23 Quels enfants laisserons-nous à notre terre ?

- 24 Éduquer : un long cheminement
- 25 D'un paysage éducatif morcelé à une démarche globale
- 28 Du disciplinaire au transversal
- 30 Restaurer le lien à la Nature
- 31 Une éducation fondée sur des valeurs
- 33 De nouvelles manières d'être et de penser

37 Organiser le changement éducatif

- 38 Lever les obstacles structurels et organisationnels des systèmes éducatifs
- 40 De la formation permanente des enseignants
- 41 Valoriser et mutualiser des expériences
- 43 L'établissement scolaire comme support d'éducation et de formation
- 43 Travailler en partenariat

47 Tous et toutes responsables face aux générations futures

- 49 Appel aux chefs d'État
- 50 Très concrètement

54 Pour ne pas conclure

- 56 Annexes
- 71 Sources



Conférence européenne
Prenons soin de la planète,
mai 2015, Bruxelles.

En préambule

Ils s'appellent Pedro, Chan, Alexey, Faizah, Naoline, Landon, Asma, Florent... Ils vivent sur les cinq continents. En 2050, ces filles et garçons auront alors entre 35 et 40 ans... La force de l'âge ! Comment vivront-ils ensemble ? Se connaîtront-ils ? Certains auront-ils dû migrer pour survivre au manque de ressources ou en raison des dérèglements climatiques ? Se feront-ils la guerre pour avoir accès à l'eau et à la nourriture, ou bien seront-ils solidaires dans un monde apaisé et plus juste ?

2050, c'est demain. Nos enfants et petits-enfants seront alors, sans doute, 10 milliards sur la Terre. D'ici là, quelles que soient les décisions qui seront prises par les gouvernants et les engagements de millions de citoyens dans le monde, la température du globe aura monté, comme le niveau des océans. Selon ce que notre génération aura entrepris plus ou moins résolument pour réduire nos émissions de CO₂, ce sera entre 2° C ou 4° C à l'horizon 2100, voire davantage. Il faudra donc, de toute façon, vivre autrement.

Face à l'ampleur, l'urgence, la diversité et la complexité des problématiques engendrées par le modèle de développement de nos sociétés contemporaines, nous sommes donc obligés, dans l'urgence, de nous pencher sur les questions d'éducation et de formation des générations futures qui devront affronter des réalités biophysiques, économiques et politiques inédites, dont nous commençons à peine à entrevoir l'ampleur. Ce qui est dès lors en jeu, avec l'avenir de l'homme et de la Terre, c'est l'humain, ce qu'il deviendra, ce qu'il sera capable de porter comme projet pour l'humanité. Quelles qualités d'humains devons-nous faire advenir pour que ces réalités inédites puissent être rencontrées demain, sans que l'humanité bascule dans la violence et le dépeçage égoïste de la planète ? Quels enfants voulons-nous laisser à notre Terre ?

Cette urgence impose un changement d'échelle dans la transformation des systèmes éducatifs, des contenus et des méthodes d'enseignement. Malgré la volonté et la compétence de nombreux acteurs de l'école, force est de constater que les actions menées pour une éducation plus en cohérence avec les enjeux climatiques et, plus largement, sociétaux restent à la marge. Elles sont réalisées par des individus clairvoyants. Il est temps d'enclencher la vitesse supérieure.

Pedro, Chan, Alexey, Faizah, Naoline, Landon, Asma, Florent et tous les autres, c'est à vous que nous pensons en rédigeant ce manifeste. La dimension et l'impact universels du défi climatique auxquels nous sommes confrontés en ce XXI^e siècle exigent de notre part une coopération intense, une volonté politique et une prise de direction énergique si nous voulons vous assurer un avenir viable. La nécessaire transition écologique vers une société mondiale durable appelle des changements majeurs à tous les niveaux. Elle n'est pas un simple verdissement de notre modèle de société

actuel. Elle repose – prioritairement – sur la mobilisation des citoyens eux-mêmes, aujourd'hui et demain. Il nous faut donc rédiger un nouveau contrat entre l'humanité et la planète. En ce sens, l'éducation, parce qu'elle a la responsabilité de préparer le monde de demain, est le principal agent de changement. C'est bien l'éducation et la formation que nous allons vous offrir qui doivent faire de vous des adultes émancipés, capables de vivre ensemble à 10 milliards en respectant votre unique demeure, la Terre. Une éducation globale à une citoyenneté planétaire qui agrandit votre champ de vision et élargit votre compréhension du monde au-delà de votre environnement immédiat !



Pedro, Chan, Alexey, Faizah, Naoline, Landon, Asma, Florent... vous serez 10 milliards en 2050. « La lutte contre les changements climatiques requiert non seulement une réorientation de nos sociétés vers un modèle durable pour l'environnement, mais elle ouvre aussi la voie à une transformation sociale radicale, transformation qui pourrait nous mener à un monde meilleur, plus juste et équitable » pour vous, comme le dit Naomi Klein ⁽²⁾.



Université dans le delta
du Mékong, Vietnam.

État d'urgence... nous n'avons plus le choix

Nous sommes à un moment de l'histoire où les changements climatiques et leur cortège de drames humains (réfugiés, sécheresses, inondations, vulnérabilité accrue de la production alimentaire...) croisent d'autres crises. Crise du modèle économique prédateur des ressources et de la finance internationale qui fait les uns scandaleusement riches et confinent beaucoup d'autres dans l'extrême pauvreté; crises et conflits de plus en

plus exacerbés entre groupes de population, entre cultures et identités, entre autochtones, immigrés et réfugiés ; crise des institutions internationales chargées de faire émerger et respecter le bien commun ; crise du modèle démocratique et de progrès social pour tous et, enfin, crise éthique dans la vision d'un avenir commun où chacune et chacun soient respectés dans sa différence, mais conscients aussi des profondes ressemblances qui nous unissent.

Nous devons décider, individuellement et collectivement, d'une profonde mutation qui permette de combiner les enjeux sociaux, économiques, écologiques et culturels. Dans ce contexte, l'éducation est un des leviers les plus puissants qui soit pour opérer les changements nécessaires afin de garantir une façon de vivre soutenable, la paix et la démocratie ; ces changements se situent au niveau des savoirs, des valeurs, des compétences et des comportements. En 2015, l'overshoot day, ce jour symbolique du dépassement où, théoriquement, les ressources renouvelables de la planète pour l'année en cours ont été consommées, a eu lieu le 14 août ! Au-delà de cette date, l'humanité puise donc dans les réserves naturelles de la Terre d'une façon non réversible... Elle emprunte ainsi le capital de ses enfants et petits-enfants.

Vers une transition écologique, culturelle et sociétale

La conférence « Paris Climat 2015 » ouvrira-t-elle de nouvelles perspectives ? Force est de constater que, depuis le sommet de la Terre à Rio en 1992, la consommation d'énergie fossile comme de l'ensemble des autres ressources n'a cessé d'augmenter. De toute évidence, il n'est plus crédible de fonder un modèle de développement sur des ressources qui s'épuisent et qui provoquent un réchauffement climatique intenable. Il nous faut accompagner le mouvement de transition écologique vers le 100 % énergies renouvelables et une économie circulaire de la façon la plus positive possible.

En son Article 6, la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques appelait de ses vœux, dès 1992, la mise en œuvre de stratégies impliquant les populations et les systèmes éducatifs. Cet article demandait entre autres l'élaboration et l'application de programmes d'éducation et de sensibilisation

du public sur les changements climatiques et leurs effets ; la participation publique à la mise au point de mesures appropriées pour y faire face ; la formation de personnel scientifique, technique et de gestion. Ceci impliquait la mise au point et l'échange de matériel éducatif et de matériel destiné à sensibiliser le public ; la mise au point et l'exécution de programmes d'éducation et de formation, y compris par le renforcement des organismes nationaux et par l'échange ou le détachement de personnel chargé de former des experts en la matière, notamment pour les pays en développement.

Or, « Depuis ce premier sommet de la Terre à Rio de Janeiro qui avait comme perspective de parvenir à réduire, grâce ensuite au Protocole de Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre, nous sommes passés de six ou sept milliards de tonnes de carbone à une dizaine maintenant alors qu'il faudrait revenir à trois ou quatre », rappelait le climatologue Hervé le Treut à l'occasion du sommet de l'ONU à New-York en septembre 2014.

Plutôt que d'être en guerre contre la vie sur Terre, nos sociétés, du Nord surtout (rappelons que 20 % des humains se partagent 80 % des ressources), mais aussi du Sud, doivent réapprendre que les ressources non renouvelables sont fondamentalement des biens communs. Et qu'il faut dès lors développer, via l'éducation et la formation, la capacité de chacun à en prendre soin. Dans son livre *Tout peut changer*, la journaliste canadienne Naomi Klein indique avec force que « le changement climatique nous offre une opportunité unique pour changer de système » ⁽³⁾. Ceci requiert non seulement une réorientation de nos sociétés vers un modèle viable pour l'environnement, mais cela ouvre aussi la voie à une transformation sociale radicale, transformation qui doit nous mener à « un monde meilleur, plus juste et équitable ».

Engager la transition écologique vers un Développement Durable doit donc permettre d'envisager et de construire un modèle économique et social fondé et construit sur une base collective, qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble, et ce, jusqu'à la redistribution des revenus tant à l'échelle nationale que mondiale. Ce changement doit assurer l'accès de tous aux biens communs et produire des biens et des services à forte utilité sociale.

Se pose évidemment la question du passage d'un type de société à un autre. Nous voyons bien la difficulté qu'il y a à construire une économie du bien commun, car chacun pense que ce qui est bien pour lui est bien aussi pour les autres et la planète, personne ne renonce spontanément à ses avantages. À quoi ressemblerait une économie du bien commun ? À nos yeux, il s'agit d'entrer dans une dynamique qui consiste à produire plus de liens que de biens, et cela sur un mode égalitaire. Nous pensons que les renoncements auxquels nous invitons seront très largement compensés par les immenses satisfactions que nous serons capables de nous donner ensemble, dans une vie collective apaisée et sans conflits permanents. Cette transition se traduira par des gains de bien-être pour chacun comme pour tous. Les sociétés humaines ne se dirigent plus vers la « prospérité économique » à tout prix, comme aimait tant à le dire l'ONU, mais vers le « bien vivre ». C'est un tout autre projet, où le bonheur des échanges, le partage de la culture, l'accès de toutes et tous aux décisions collectives seront source de plaisir et de véritables progrès en humanité. Comme le philosophe Michel Puech l'indique : « La figure fondamentale de cette économie sera le cycle qui remplacera les courbes de croissance » ⁽⁵⁾. L'objectif est de produire des biens et des services tout en limitant la consommation et le gaspillage des matières premières, de l'eau, des sources d'énergie, de déployer non plus une économie linéaire du toujours plus avec accumulation en bout de course, mais une économie circulaire fondée sur le principe de refermer le cycle de vie et d'inscrire les activités humaines dans les cycles de la nature. Cette économie sera par essence écologique : elle visera à créer un écosystème équilibré entre les humains et le monde. Ainsi, les équilibres entre nous et nos besoins qui s'expriment par notre relation à l'atmosphère, à l'eau, au sol, aux espèces vivantes, aux océans, aux paysages... deviennent plus importants que les flux financiers et les gains de productivité à tout prix. Il s'agit donc bien d'une inversion du système de valeurs actuellement admis.

10 milliards d'humains en 2050

Si cette transition est nécessaire en raison des dérèglements climatiques, elle l'est aussi pour une question démographique. Le

système est à ce point perverti par le modèle agro-industriel que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, on meurt davantage de l'obésité que de la sous-alimentation ! Alors qu'aujourd'hui, deux milliards d'êtres humains souffrent de malnutrition. La faim tue encore. Et la population mondiale ne cesse de croître, pour se situer autour de 10 milliards vers 2050. La production vivrière et les ressources naturelles disponibles sont suffisantes pour supporter cette croissance démographique de manière durable pour autant qu'un autre modèle de production et de répartition, fondé sur le respect des écosystèmes, voit le jour.

Actuellement, nombreuses sont les pratiques agricoles qui menacent la viabilité à long terme, appauvrissent les terres, détruisent la biodiversité, exercent une pression excessive sur les réserves d'eau et provoquent des pertes d'habitat naturel. La croissance du modèle agro-industriel endommage le capital des ressources naturelles. Partout sur la planète, ces questions sont un enjeu politique majeur. Famines et malnutrition provoquent ou sont la conséquence de conflits, de guerres civiles, de situations économiques et sociales désastreuses. Les multinationales alimentaires font la loi au détriment des cultures vivrières qui permettent de nourrir les populations locales. Quant à l'aide alimentaire, envoyée dans certaines situations d'urgence, particulièrement importante pour la survie à court terme des populations, elle entraîne parfois une dépendance des bénéficiaires vis-à-vis des donateurs et déstabilise brutalement l'agriculture locale.

La question de l'accès à l'eau se greffe aux questions alimentaires. Avec le réchauffement de la Terre, les contrastes climatiques augmentent. En fonction des lieux de vie, les précipitations s'accroissent entraînant des inondations catastrophiques alors que d'autres sont atteints de sécheresses exceptionnelles. Beaucoup de pays sont déjà contraints de mener des batailles pour ou contre l'eau. Elle devient ainsi un enjeu non seulement au sein des États, mais aussi au niveau international. La question n'est pas neuve. Déjà en 1977, la première conférence des Nations Unies sur l'eau affirmait le droit « d'accéder à l'eau potable en quantité et en qualité égales pour ses besoins essentiels ». La situation est loin de s'être améliorée dans les pays en développement. La quantité d'eau disponible par personne a diminué et

la qualité s'est dégradée. Pire, l'or bleu est désormais considéré par d'aucun comme un bien marchand. La coopération est donc indispensable à toutes les échelles.

S'il nous faut envisager l'alimentation et l'hydratation de 10 milliards d'humains à l'horizon 2050, il nous est aussi imposé de garantir leur santé. Sur les huit « Objectifs du Millénaire pour le Développement », trois concernent des questions de santé : réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre les maladies. Il existe une relation établie entre la pauvreté et la mauvaise santé. Dans les pays en développement, l'espérance de vie est de 50 ans alors qu'elle est de 77 ans dans les pays riches. Le paludisme et les épidémies comme le choléra et la typhoïde sont étroitement liés à la pollution des eaux. Plus de trois millions de personnes meurent chaque année de la pollution de l'air, deux tiers d'entre elles étant des pauvres. Les pesticides empoisonnent des millions de personnes chaque année. Le VIH/SIDA continue de ravager des familles, des communautés et des pays. Pour inverser cette évolution, il est indispensable de garantir la préservation de la biodiversité parce qu'elle contribue à prévenir les maladies et fournit à la médecine des matières premières. Les pauvres sont ici encore les plus durement affectés par les maladies associées aux écosystèmes perturbés.

Par ailleurs, partout où se portent nos regards, on assiste à une montée des tensions, des conflits et des peurs. Jamais autant d'humains n'ont été jetés sur les routes de l'exil : réfugiés climatiques, émeutes de la faim, exodes ruraux, montées d'extrémisme et de conflits identitaires. La construction de murs de barbelés et de béton, le durcissement des politiques sécuritaires, l'exploitation de la misère des fuyards, les naufrages en Méditerranée, au large de l'Australie et dans bien d'autres régions du monde sont l'expression ultime du drame humain global, conséquence de la crise systémique du rapport de l'homme à la planète et des hommes entre eux.

L'éducation, le chantier oublié des négociations climatiques

Alors que beaucoup de politiques, de scientifiques, d'économistes et de citoyens sont conscients de l'urgence de la transition écologique, culturelle et sociétale vers un Développement

Durable, il est, pour le moins, choquant de voir avec quel manque d'empressement des rencontres aussi importantes que les conférences climatiques abordent les questions liées à l'éducation et à la formation.

Ce regrettable oubli n'est pourtant pas le fait d'un manque de réunions, colloques et conférences entre experts et chefs d'État des quatre coins de la planète. Depuis la COP1 à Berlin en 1995, qui se voulait un moment important dans le processus de suivi de la Conférence des Nations Unies à Rio sur l'environnement et le développement, vingt ans ont passé. Vingt ans de rencontres internationales pour tenter de faire face au changement climatique. Vingt ans pour s'accorder sur les moyens d'inverser ces courbes exponentielles d'émissions de gaz à effet de serre et pour s'adapter aux bouleversements qu'elles entraînent et vont entraîner. Vingt ans de piétinement dans la mise en place d'un accord dont les effets ne seront vraiment visibles que sur plusieurs décennies. Vingt ans, que le débat entre négociateurs porte sur des solutions techniques, économiques, fiscales, diplomatiques ou juridiques... Vingt ans, c'est déjà bien plus que la période couverte habituellement dans de nombreux pays par la scolarité obligatoire !

Pourtant, dès Rio, « la » voie pour lutter contre les dérèglements climatiques et assurer à l'humanité un avenir durable est déjà sur la table. Ainsi, en son principe 10, la déclaration onusienne indique que « la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient », et le principe 21 dit clairement qu'« il faut mobiliser la créativité, les idéaux et le courage des jeunes du monde entier afin de forger un partenariat mondial, de manière à assurer un Développement Durable et à garantir à chacun un avenir meilleur ». Quant à l'Agenda 21 né dans la dynamique de Rio, la quasi-totalité de ses chapitres parle de l'importance de l'accès à l'information, des programmes de sensibilisation et d'éducation des populations pour les rendre aptes à participer activement aux changements indispensables qu'implique la prise au sérieux d'un avenir humain solidaire.

Assurer la participation, mobiliser la créativité en vue d'une autre société plus juste et plus solidaire, d'une alimentation saine, de

l'accessibilité à l'eau et à des soins de santé pour tous... comment les garantir sans éducation et sans formation? Pourtant, depuis vingt ans, les responsables des conférences climatiques considèrent l'éducation comme « hors sujet »! Et ils ne se penchent donc pour ainsi dire que du bout des lèvres sur ce qui devrait pourtant constituer un levier fondamental du changement : une éducation intégrale et durable qui, au lieu de perpétuer les schémas de pensée qui nous condamnent à un développement insoutenable, formerait, à l'école et tout au long de la vie, des femmes et des hommes émancipés, innovants, conscients de leurs responsabilités et de leurs choix, solidaires de tous les autres et attentifs à préserver leur résidence commune, la Terre.

Pourquoi cet oubli? Face à l'enjeu planétaire que constituent les dérèglements climatiques, permettre la participation et l'émancipation des populations par l'éducation et la formation serait-il donc si dérangeant? Ou certains parmi les responsables politiques, les techniciens et les lobbyistes présents dans les négociations climatiques considèrent-ils que l'école et la formation continue sont là pour apprendre aux enfants et aux adultes à être de bons consommateurs et de bons agents d'une société en croissance infinie sur une planète finie? Pourtant, en novembre 2014, à Aïchi-Nagoya, lors de la Conférence de l'UNESCO sur le suivi de la décennie 2005-2014 de l'Éducation au Développement Durable, les États membres rappelaient encore l'urgence de renforcer davantage et de faire changer d'échelle cette éducation globale. Ils invitaient les gouvernements à redoubler d'efforts pour examiner les objectifs et les valeurs qui sous-tendent l'éducation et à renforcer l'intégration de l'EDD dans les politiques éducatives et formatives, en partenariat avec tous ceux qui travaillent dans les divers domaines du Développement Durable. Et ils leur demandaient d'assurer l'éducation, la formation et le développement professionnel des enseignants et autres éducateurs pour intégrer avec succès cette éducation dans l'enseignement et l'apprentissage...

De leur côté, les Nations Unies s'emploient à définir des Objectifs de Développement Durable (ODD) qui doivent permettre d'achever la tâche commencée avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Son programme a été adopté

par les États membres au Sommet du Développement Durable en septembre 2015 (ANNEXE 1). Parmi les 17 objectifs prioritaires pour « remettre le monde sur la voie d'un développement inclusif, durable et résilient » (Helen Clark, administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement), la transition éducative est profondément impliquée. L'adhésion et l'engagement des populations, en particulier des pays les plus riches, sont une condition sine qua non de la réussite de ces objectifs. Ceux-ci dépendent largement des modèles éducatifs qui y seront développés.

Il n'y a donc plus à tergiverser. La sobriété énergétique nécessaire pour lutter contre les dérèglements climatiques que nous appelons de nos vœux ne sera « heureuse » que si nous sommes capables d'offrir, en lieu et place de la frénésie consummatrice à laquelle se livrent les privilégiés et à laquelle aspirent les exclus, de nouvelles satisfactions : dans le partage des savoirs, la création culturelle et le débat démocratique. Or, tout cela n'est possible qu'en faisant de l'éducation au sens large – éducation scolaire, sociale et familiale, formation initiale et continue, culture et éducation populaire – une priorité absolue dans les faits et pas seulement dans les discours. Il faut donc absolument que l'éducation et la formation en vue du Développement Durable et de la citoyenneté mondiale fassent partie intégrante de toutes les conférences thématiques organisées par les Nations Unies, dont celles sur le climat. Et que la COP21 « Paris 2015 » en soit l'initiatrice !

Se mettre en route

C'est dans cet esprit qu'a été créé, en juillet 2014, le Collectif « Paris-éducation 2015 ». De façon peut-être étonnante, et à côté du long travail déjà mené par l'UNESCO à travers la décennie de l'Éducation au Développement Durable initiée à Johannesburg en 2002, un des points de départ des pédagogues, scientifiques, associatifs et politiques l'ayant constitué, provient d'une réflexion sur « la transformation de l'éducation » menée en 2011 par des responsables d'un collège naval américain. Pour la première fois dans le débat international sur l'éducation face aux grands défis planétaires, le signal d'alarme provenait, non plus seulement des

scientifiques et des réseaux militants, mais de militaires qui affirmaient la nécessité de transformer en profondeur nos systèmes éducatifs pour cesser d'y reproduire des schémas sociétaux non durables. Parce que c'était aussi une question de sécurité planétaire.

Si ténu qu'il puisse paraître à certains, ce lien qui était fait entre l'approche de défense militaire et l'enjeu global de l'éducation, est pourtant symptomatique d'un changement d'époque et de l'urgente nécessité de repenser la place, les contenus et l'organisation de l'éducation face à un monde plus complexe dans lequel les problèmes de sécurité se posent désormais de manière de plus en plus globale. Le changement climatique et la menace qu'il fait peser sur l'humanité peuvent aujourd'hui se cartographier et s'exprimer concrètement en flux de réfugiés d'un autre type, ajoutant du crédit à la thèse de l'entrée dans une nouvelle ère, celle de l'« anthropocène », cette époque de la Terre dont on peut dire que c'est l'humain qui la façonne avec le plus d'ampleur.

L'école du XXI^e siècle doit ainsi réengager la communauté tout entière dans la formulation d'un projet pour l'humanité : les défis auxquels nous sommes confrontés sont d'une telle ampleur qu'ils nous donnent aujourd'hui la direction de l'éducation, et cela dans des sociétés qui peinent, depuis déjà quelque temps, à en trouver une et se contentent de « réformes » purement techniques. Ne cherchons pas désespérément des finalités pour notre école. Elles sont là, sous nos yeux. Notre école doit devenir une école de la construction de l'identité planétaire et des valeurs de solidarité et d'équité universelles. Elle doit devenir une école de la compréhension des grands enjeux sociaux, économiques et environnementaux, en même temps qu'une école de l'engagement local, de la participation et de la renaissance de la démocratie authentique. Une école de la transformation des relations sociales, du dialogue interculturel et de la valorisation des différences. Une école aussi qui incarne la transition vers le Développement Durable, bien plus qu'elle ne le prêche.

Depuis juillet 2014, le Collectif « Paris-éducation 2015 » a donc multiplié les appels et les rencontres pour faire en sorte que le grand rendez-vous que s'est fixé la communauté internationale à

Paris, fin 2015, soit un sommet à la hauteur des enjeux du changement climatique en y incluant les enjeux éducatifs et formatifs. Avec pour objectif d'obtenir que cette transition sociétale soit placée au cœur de l'éducation du XXI^e siècle. Et que par un effort de solidarité sans précédent, des moyens lourds soient progressivement engagés pour garantir la généralisation, partout sur le globe, d'une nouvelle éducation.



Pedro, Chan, Alexey, Faizah, Naoline, Landon, Asma, Florent... Rousseau, dans le livre premier de l'Émile, formule ces quelques phrases qui pourraient toujours vous être adressées : « Dans l'ordre naturel, les hommes étant tous égaux, leur vocation commune est l'état d'homme... Vivre est le métier que je lui veux apprendre... il sera premièrement homme : tout ce qu'un homme doit être, il saura l'être au besoin tout aussi bien que qui que ce soit; et la fortune aura beau le faire changer de place, il sera toujours à la sienne ». Vivre. « Vivre dans le monde » est « le métier qu'on voudrait vous apprendre ». Voilà, de toute évidence, un objectif fondamental pour ce que l'on entend habituellement par l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable.



École en Uraba, Colombie.

Quels enfants laisserons-nous à notre terre ?

Après ce bref état des urgences qui se présentent à nous, dans les décennies à venir, voyons en quoi la sensibilisation et l'information, l'éducation et la formation peuvent être des leviers suffisamment puissants pour enclencher résolument la transition écologique vers un Développement Durable. Quelle société voulons-nous pour demain ? Quels citoyens ? Quelle organisation sociale ? Quels rapports entre peuples, nations et cultures ? Autant de questions

que se pose l'éducation. Celle-ci doit constamment s'adapter aux mutations sociétales sans négliger l'acquis et les fruits de l'expérience humaine, et, surtout, sans perdre de vue l'avenir à long terme. Dans tous les cas, ce n'est plus d'un compétiteur dont nous avons besoin, mais bien d'un individu libre, émancipé, créatif, autonome, capable de construire des stratégies de vie fondées sur la solidarité et la coopération dans une claire compréhension des enjeux environnementaux, sociaux, culturels, politiques, scientifiques, techniques et éthiques. Tous sont intimement liés au cœur du développement de la personne et de la société. Dès aujourd'hui, et plus encore demain, l'adulte aura à comprendre et à appréhender l'incertitude dans l'action quotidienne. Cela sera vrai dans la sphère citoyenne comme dans les sphères sociales et économiques. Une éducation qui favorise le développement d'une citoyenneté informée et engagée sur cette base sera seule capable de faire émerger un modèle de société viable. Ce qui est vrai à l'échelle de chaque État l'est tout autant à l'échelle mondiale.

Éduquer : un long cheminement

Éduquer c'est donner la possibilité de faire émerger chez quelqu'un l'intelligence, les valeurs et les comportements qui contribueront au bien commun. C'est aussi créer un climat permettant de vivre et agir ensemble tout en favorisant le développement d'un sujet libre et pleinement responsable. L'enjeu est bien celui d'une vision nouvelle de l'éducation qui s'attache à développer la responsabilité individuelle, mais aussi collective et qui promeut l'engagement en faveur d'une justice sociale, d'une culture de la tolérance, de la paix et de la coopération.

Il y a toute une réflexion à mener sur les finalités de l'éducation. « Mais que signifie éducation ? » se questionne Michel Puech : « Il reste à dissiper une ambiguïté : l'éducation n'est pas un moyen de contraindre ». Il y a nécessairement des contraintes en éducation, mais à l'opposé de contraintes de normalisation, des contraintes fécondes qui contribuent à développer la liberté et permettre à tous les individus non seulement de « vivre » ensemble, mais de « faire ensemble ». L'auteur précise qu'il ne faut pas renoncer à la voie lente de la culture et de l'éducation et que la voie humaniste se présente comme une révolution cognitive : « Notre monde est une Terre.

Notre espèce n'est qu'une des espèces de la vie. Nous sommes devenus capables de décider nous-mêmes du sort de notre espèce » ⁽⁶⁾. Il ne suffit pas de convaincre pour faire agir. L'éducation agit, non seulement sur la motivation, mais aussi sur l'engagement. Elle vise le développement total de chaque individu et conduit chacun à être en mesure de se constituer une pensée autonome et critique tout en acquérant les aptitudes au « faire ensemble ».

C'est l'éducation qui permet, en tant qu'individus et en tant que communautés, de nous comprendre et de comprendre les autres ainsi que les liens qui nous unissent de manière plus large à l'environnement naturel et social. Cette compréhension constitue le socle sur lequel repose le respect de soi-même, le respect du monde qui nous entoure et des êtres humains qui l'habitent.

D'un paysage éducatif morcelé à une démarche globale

Les problématiques engendrées par le modèle de développement de nos sociétés contemporaines, en particulier les changements climatiques, se sont diversifiées et complexifiées à l'environnement naturel et social. L'explosion de l'empreinte écologique, la mondialisation des échanges et la globalisation de l'économie, la diversification et la disparité croissantes des modes de vie, de l'accès aux ressources, aux biens de consommation et aux sources de la connaissance et de la culture ont généré une multiplication sans précédent des sujets, thèmes, questionnements, débats et controverses. « Comment acquérir l'accès aux informations sur le monde et comment acquérir la possibilité de les articuler et de les organiser ? Comment percevoir le Contexte, le Global (la relation tout/parties), le Multidimensionnel, le Complexe ? », s'interroge le sociologue Edgar Morin ⁽⁷⁾. Pour articuler et organiser les connaissances, il faut, dit-il, « une réforme de la pensée », « le problème crucial de notre temps est celui de la nécessité d'une pensée apte à relever le défi de la complexité du réel, c'est-à-dire de saisir les liaisons, interactions et implications mutuelles ». Ceci implique une approche systémique, véritable révolution dans la manière de penser le monde et de se penser dans le monde. Il faut apprendre à relier les éléments entre eux, montrer à quel point l'être humain est inscrit dans un ensemble et à quel point, chaque fois qu'il agit sur l'un des éléments, cela retentit sur la totalité. Il s'agit de permettre

aux individus de comprendre comment fonctionne le vaste monde dans lequel ils se trouvent; il s'agit de leur montrer comment, de fait et quoi qu'ils en pensent, ils disposent d'un pouvoir bien réel d'agir sur le monde et cela, tant au niveau local qu'au niveau national ou planétaire. Chacun doit se percevoir comme un élément solidaire dans un vaste système où tout agit sur tout et où nul n'est condamné à l'impuissance ou à la passivité. C'est un changement radical de perspective.

Dans la majorité des pays, cette articulation des connaissances est confiée aux bons soins des systèmes scolaires. Enseignants et formateurs reçoivent la responsabilité de faire entrer enfants, adolescents... et adultes dans le champ des débats inachevés, sans cesse priés de prendre en considération de nouveaux éléments liés à l'obsolescence des biens et des idées, aux évolutions et aux injonctions contradictoires en matière de comportements de vie. L'engorgement est sans précédent aux portes des écoles. Pourtant, les voici invités à mettre un peu d'ordre, à dévoiler du sens, à rendre viable pour l'individu et pour la collectivité une complexité teintée de provisoire, d'aléatoire et d'incertitude...

Tâche chaque jour plus impossible demandée aux enseignants et aux éducateurs, par ailleurs mis en concurrence avec des sources d'information, des dispositifs de marketing et de publicité dont les messages et les moyens de persuasion mis en œuvre remplacent, par leur terrible efficacité, les espaces-temps de questionnement des citoyens critiques et de la construction collective que sont, ou devraient être, les écoles. L'Éducation au Développement Durable impose en effet que soit intégrée cette complexité dans sa propre didactique sous peine de manquer notre objectif : créer les conditions d'un monde viable, vivable et soutenable pour 10 milliards d'humains.

Pour lutter contre ce morcellement, la seule véritable perspective susceptible de relever le défi éducatif consiste donc à adopter une approche systémique des champs éducatifs, et ce, quelle que soit la question abordée en classe, quel que soit l'élément d'actualité déclencheur. Prenons, par exemple, la santé. Elle ne se réduit évidemment pas à une absence de maladie. C'est toute une manière de vivre. Pourtant, à bien y regarder, ne sommes-nous pas le plus souvent sous l'hégémonie de politiques de remédiation au détri-

ment de politiques de prévention ? Il s'agit donc bien de croiser les regards. Et ne croyons pas que cela n'est possible qu'à l'université : dès l'école maternelle, un enfant, dans des situations pédagogiques adaptées, peut comprendre la complexité du monde et en voir les enseignements. Car la complexité n'est pas la complication... Tout au contraire, elle nous rend lucide et nous donne du pouvoir. Quand on fait un jardin potager, on découvre concrètement sur quoi on peut agir et ce qu'il nous faut respecter, on découvre aussi la vanité de la colère et de la violence : ce n'est pas en criant sur des tomates qu'on les fait pousser !

Parmi les principaux champs de questions qui se posent à nos civilisations, portons un regard sur cinq d'entre eux : d'abord notre relation à la nature, puis la citoyenneté qui couvre notamment les questions de genre et de l'égalité, le racisme et la xénophobie, les cultures et la multi-culturalité, la gestion non violente des conflits, les solidarités intergénérationnelles, l'engagement personnel dans la société et les droits de l'homme. Le champ de la solidarité mondiale ensuite, qui rassemble les questions d'accès et de partage des ressources, le commerce mondial et l'économie sociale et solidaire, les migrations, les institutions des Nations Unies, l'Agenda 21, les questions de démographie, de dette et de pauvreté et peut-être, surtout et de plus en plus, les enjeux liés aux conflits, à la paix et à la sécurité nationale et internationale. Le champ de l'environnement examine nos liens avec la nature, les questions de milieu de vie, de durabilité, de gestion rationnelle des ressources (énergie, eau...), d'aménagement du territoire, de consommation, de patrimoine naturel. Enfin le champ de la santé dont la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé inclut une attention particulière aux impacts des modes de vie et de consommation sur la santé et aux interrelations entre santé et environnement. C'est dans la recherche des liens, des interactions et des rétroactions entre ces grandes problématiques que réside cette nouvelle éducation.

Grâce à cette approche systémique, les jeunes et leurs éducateurs peuvent progressivement construire une vue globale du monde actuel, et acquérir les clés pour le comprendre. Ils développent à son propos une approche critique, consciente des limites et des dangers, des fondements du pouvoir et de la concentration des richesses. Passant du particulier au général, du local au mondial, du

ponctuel au permanent, du matériel au spirituel et de l'individuel au collectif, ils peuvent prendre place et participer en citoyens éclairés à la construction d'une société humaine durable inspirée. En fonction des personnalités, des chemins personnels et des filières de formation se développent les compétences et savoir-faire indispensables à la définition de voies nouvelles permettant la résolution des problématiques sociétales de notre temps. Ce chemin peut éviter à l'école la noyade et, à l'individu, de sombrer dans un individualisme forcené, le consumérisme, le repli identitaire, le désarroi ou la démission. (ANNEXE 2)

Du disciplinaire au transversal

Dans la « feuille de route pour la mise en œuvre du programme d'action globale pour l'éducation en vue du Développement Durable », Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO 2014-2019, souligne que : « Les risques auxquels nous sommes exposés et les possibilités qui s'offrent à nous appellent un changement de modèle qui ne pourra s'enraciner dans nos sociétés que grâce à l'éducation et à l'apprentissage ». Il nous faut donc revoir intégralement notre façon de penser et d'agir, et repenser les liens que nous entretenons entre nous et avec les écosystèmes qui nous font vivre.

Dès lors, seule une approche transdisciplinaire, holistique des problèmes planétaires peut provoquer une prise de conscience nouvelle à l'échelle mondiale, capable d'enclencher le changement dans les comportements et les modes de vie. Ce sont là les prémisses à partir desquels des prises de décision éclairées pourront ménager une transition vers un monde viable pour tous, à tous les niveaux, local, national et mondial. Les disciplines et le transversal ne sont pas des domaines séparés. Les disciplines aident à comprendre le transversal et c'est pour cela qu'elles sont utiles et qu'elles doivent se développer et s'enseigner. Comment comprendre la question du climat sans la physique, la chimie, la géographie, l'histoire, la biologie, la géologie... ? La transdisciplinarité implique, pour sa part, le passage d'une discipline à l'autre, pour les entrecroiser et les dépasser. L'UNESCO affirme ainsi que « si l'interdisciplinarité se réfère aux liens entre le savoir et les modèles proposés dans les diverses disciplines, la transdisciplinarité va plus loin et ouvre une nouvelle vision, une nouvelle expérience de l'apprentissage » ⁽⁸⁾.

Le recours à la transdisciplinarité s'impose en raison des changements auxquels notre monde est confronté. On comprend de mieux en mieux la complexité et l'imbrication des problèmes tels que la pauvreté, la détérioration du climat, la violation des droits de l'homme, la dégradation de l'environnement, l'inégalité des sexes, la santé, etc. Tenter de résoudre ces problèmes complexes ne peut se faire qu'en adoptant des approches transdisciplinaires et intersectorielles.

La transdisciplinarité dont nous parlons représente un effort pour intégrer à la connaissance, tout ce qui n'est pas toujours pris en compte par les disciplines et pour replacer l'humain, dans ses relations avec la planète, au centre de la connaissance. C'est une posture scientifique et intellectuelle qui se situe à la fois entre, à travers et au-delà de toute discipline. Souvent la mise en œuvre d'un travail commun engendre une complexité qui dépasse les cadres disciplinaires et implique le renforcement et l'acquisition de compétences communes, transversales aux disciplines associées. (ANNEXE 3)

Elle invite à agir localement, mais avec toute la conscience des conséquences globales de ses actes. Comment de simples gestes quotidiens comme boire un jus d'orange, un café, enfiler son jeans le matin, utiliser un téléphone cellulaire, conduire une voiture... ont toujours des conséquences et des répercussions ailleurs sur la planète et les hommes qui y vivent (pollutions, disparition des espèces, désertification, famine, pauvreté...). Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de repenser les choix de vie.

L'Éducation au Développement Durable veut mettre en place un meilleur équilibre entre le bien-être matériel de tous les hommes d'une part, les traditions culturelles et le respect des cycles vitaux de la planète d'autre part. Pour y parvenir, il ne suffira pas de renforcer l'apprentissage de quelques disciplines. Les efforts porteront sur les méthodes et les contenus de l'éducation et leur adaptation à l'environnement culturel. On ne peut atteindre ces objectifs qu'en favorisant le développement de la réflexion critique et créatrice, la communication, la coopération, la gestion des conflits et le recours à une pédagogie active de résolution de problèmes réels, tournée vers la recherche de réponses nouvelles à des situations inédites : une pédagogie qui encourage et aide les personnes à s'impliquer dans la vie de leur communauté et dans la prise de décision. Cette

philosophie relève-t-elle de l'utopie? Oui, dans le sens où elle se réfère à des valeurs peu usitées dans le monde politique : prise en compte du long terme, responsabilité, solidarité, transparence, évaluation... Non, parce qu'un nombre croissant d'établissements scolaires s'y engagent avec succès au Nord comme au Sud avec des démarches révélatrices de la montée en puissance d'une démocratie participative. (ANNEXE 4)

Dans nombre de pays, on observe une inadéquation de plus en plus grande entre des savoirs cloisonnés et disjointes, évalués indépendamment, et les réalités de plus en plus pluridisciplinaires et transversales, qui ne sont guère prises en compte. Va-t-on continuer à raisonner de façon principalement sectorielle par des programmes tournés les uns vers l'éducation à la nature, les autres vers la culture scientifique, l'éducation à la santé, à l'environnement, au climat, aux médias, à la paix, à la solidarité internationale... et toutes les formes « d'éducation à » élaborées au fur et à mesure par différentes communautés pionnières selon leurs parcours et spécialités? Ou cherchera-t-on enfin à les relier à grande échelle dans une stratégie englobant l'ensemble de ces composantes dans une approche intégrée de la formation du citoyen, pour lui permettre de mieux comprendre les grands défis et de s'engager dans la construction de solutions novatrices de sa communauté locale à l'échelle planétaire? Bien sûr, les outils fondamentaux (lire, écrire, communiquer, calculer...) comme les enseignements spécialisés sont nécessaires à la vie professionnelle et personnelle. Ils restent d'indispensables portes d'entrée à l'appréhension du réel. Mais il manque aujourd'hui dans l'éducation la possibilité d'affronter les problèmes fondamentaux et globaux. Ceux-ci nécessitent, pour être compris, intégrés et considérés, la possibilité de réunir nombre de connaissances aujourd'hui séparées en disciplines. Le dispositif pédagogique mis en place doit, en effet, mettre les apprenants en situation d'imaginer des pistes, des solutions, des sorties de crise...

Restaurer le lien à la Nature

L'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable travaille dans deux directions complémentaires. Il s'agit, d'une part, de créer un lien positif entre la personne et la nature par la rencontre et pour la réconciliation et, d'autre part, de construire des capacités

citoyennes. L'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable, en facilitant la création de liens directs entre la personne et l'arbre, la personne et l'oiseau, la personne et l'eau, l'air, les nuages..., tend à briser l'indifférence croissante entre les humains et la nature. L'être humain appartient au vivant, il est « de » la nature comme tous les éléments de la biosphère et non pas « dans » la nature comme une exception ou un invité. Cette éducation à l'interdépendance est l'un des concepts clés d'une approche qui a pour nom l'écologie.

Si elle s'adresse à la raison en développant un propos basé sur une approche scientifique, elle s'adresse tout autant à la sensibilité des personnes en s'appuyant sur tous les sens. Approches sensorielle, symbolique, par l'imaginaire et approches intellectuelle, cognitive, rationnelle, ludique et artistique se complètent. L'éducateur s'adresse au cerveau, à la main, au cœur et à l'esprit. La main est là pour dire comme il est essentiel de prendre en compte le corps et combien est importante l'expérience dans les apprentissages. Je fais et j'apprends. Le cœur est en lien avec la sphère affective déterminante à l'heure de nos orientations, le cerveau pour la compréhension rationnelle et site de la connaissance, l'esprit pour le sens de la vie et nos intuitions profondes. Ainsi savoir, savoir-faire, savoir être et savoir devenir sont impliqués.

Une éducation fondée sur des valeurs

La découverte et la construction des valeurs revêtent une importance fondamentale au cœur de l'Éducation au Développement Durable. La pluralité des cultures à laquelle nous sommes confrontés révèle un pluralisme des valeurs si bien que le problème devient « comment s'orienter parmi celles-ci ? ». Chaque individu doit être en mesure de saisir et d'exploiter, d'un bout à l'autre de son existence, toutes les occasions de mettre à jour, d'approfondir et d'enrichir ses connaissances, de s'adapter à un monde changeant et d'interroger les valeurs qui fondent son être au monde.

L'éducation pour la transition écologique et sociale s'attache à promouvoir des valeurs qui sont réellement fondatrices... non des valeurs arbitraires, mais des valeurs qui sont les conditions mêmes de notre survie collective, des valeurs qui prennent leur source dans ce que les pédagogues institutionnalistes nomment « le degré zéro de

la loi », « Ne pas nuire », et qui déclinent les exigences sans lesquelles nous sommes tous collectivement menacés. Ces valeurs sont la solidarité et le respect de la vie, de la dignité et des droits humains de toutes les populations de la Terre, la prise en compte et le respect du droit des générations futures, de la diversité culturelle, de la protection des écosystèmes de la Terre et de toutes les espèces animales et végétales qui les peuplent... La solidarité n'est pas d'abord une valeur, elle est un fait. Tout ce que chacun fait a un impact sur le tout. Nous sommes, comme le développait le généticien Albert Jacquard, solidaires que nous le voulions ou non. Nous pouvons l'ignorer et laisser le monde se détruire ou bien nous pouvons tenter de tenir notre place dans cette chaîne. « Aider à transformer une interdépendance de fait en une solidarité voulue correspond à une des tâches essentielles de l'éducation », préconise donc le rapport UNESCO sur l'éducation pour le XXI^e siècle. Cette éducation promeut l'engagement en faveur de plus de justice et d'équité sociale, de la non-violence, de la tolérance et de la paix, qui transcendent les frontières nationales. Si, à elle seule, l'éducation n'est pas en mesure de permettre l'opérationnalisation de toutes ces valeurs, elle n'en demeure pas moins le pilier central de stratégies propres à les découvrir et les développer. Nous avons aujourd'hui pris conscience de l'incertitude de notre avenir. Comme le dit Edgar Morin ⁽⁷⁾, « la réalité n'est pas lisible de toute évidence [...]. Notre réalité n'est autre que notre idée de la réalité [...] il importe d'être réaliste au sens complexe : comprendre l'incertitude du réel, savoir qu'il y a du possible encore invisible dans le réel ». Ce type de débat engage de nouvelles pratiques démocratiques : apprendre à gérer les conflits, refuser les réponses définitives et les certitudes, ainsi que le développement d'une vision mécaniste de l'homme. Préoccupations éthiques et humanistes se rejoignent dans une approche surmontant la séparation entre connaissances et valeurs.

La problématique de l'environnement est apparue quand les sociétés ont ressenti leur propre développement comme une menace pour la survie de l'espèce humaine. La référence n'est plus celle des sciences déterministes, mais la disparition possible de l'espèce. Dans cette mesure, la finalité de la science devient politique. L'éducation constitue un ensemble complexe recouvrant tout à la fois l'adhésion à des valeurs, l'acquisition de connaissances et l'apprentissage de pratiques de participation à la vie publique. Elle interroge

la conscience. Pour sauvegarder l'indépendance de celle-ci, l'éducation, dans son ensemble, doit forger aussi la capacité critique qui permet une pensée libre et une action autonome. (ANNEXE 5)

De nouvelles manières d'être et de penser

Par rapport au modèle économique dominant

Avec leurs élèves, leurs collègues, leurs partenaires et au sein d'un projet partagé par la communauté éducative, les enseignants doivent interroger dans leurs matières respectives, mais aussi en interdisciplinarité et jusqu'au sein même de la gestion de l'école, nos modèles de vie fondés sur la consommation et l'insatisfaction permanente de besoins matériels, dans un univers culturel envahi par la publicité, l'obsolescence généralisée, le goût du luxe, du futile, du dangereux et du néfaste pour la santé. Loin des actions ponctuelles qui ne changent rien en profondeur, il leur faut déjouer à longueur d'année, avec leurs élèves et étudiants, les pièges de la compétition de tous contre tous à l'échelle de l'école, du pays et du monde, en questionnant le modèle dominant. Celui qui fait de la rentabilité, de la première place à conquérir et du rendement, la seule course qui vaille la peine au détriment de valeurs comme le respect de la vie, la coopération, la dignité humaine, la solidarité, la diversité, l'autonomie, la responsabilité, l'équité, la justice et la résolution non violente des conflits. Pour ce faire, les éducateurs expérimentent des dispositifs pédagogiques où l'on regarde la réalité en face pour développer des projets, des recherches et des actions tournés vers des alternatives, des pistes de sortie de crise et de renouveau.

Cette éducation amène aussi à réfléchir sur ce qu'engendrent nos modes de développement non durables dans les pays pauvres : famines, exodes, exploration et extraction effrénées des dernières ressources, la vie à la merci du capital...

Par rapport aux relations interpersonnelles

Les responsables institutionnels, les directions, les associations de parents et les autres partenaires internes ou externes à l'école, les élèves et les enseignants ont la responsabilité de développer une autre approche des relations interpersonnelles par la prise en compte des questions de pouvoir et d'autorité afin que chacun

se sente écouté, entendu, reconnu et respecté dans son rôle et sa responsabilité. Les jeunes qui bénéficient de cette nouvelle forme d'éducation acquièrent ainsi les qualités humaines indispensables pour un futur apaisé, mais aussi recherchées dans le monde du travail : sens des responsabilités, capacité de travailler en équipe, capacité d'initiative, approche globale des problèmes, capacité à mobiliser des connaissances disciplinaires au service d'un projet d'ensemble.

Par rapport à la déconnexion au territoire

Qu'ils soient hérités de la révolution industrielle, de l'époque coloniale ou de la grande diversité des histoires locales, bien des systèmes scolaires condamnent la durabilité à rester en périphérie. Une approche trop étroite des disciplines, des connaissances fragmentées dont on ne discerne pas les enjeux, la relégation des arts et du corps, la quasi-absence de régulation collective des conflits et d'éducation pratique à la vie démocratique, la déconnexion d'avec le milieu naturel, la trop faible ouverture des écoles sur les initiatives innovantes de la cité (commerce équitable, initiatives de transition, éco-quartiers, économie circulaire, agriculture biologique, mouvements de paysannerie...), autant de symptômes, variables selon les pays, qui montrent l'inadaptation récurrente des structures éducatives aux approches systémiques.

Or, engager l'école sur des valeurs, comme celles de la responsabilité inter et intra générationnelle ou celle de la responsabilité commune, mais différenciée, de tous les humains (principes 3 et 7 de la Déclaration de Rio), l'engagement collectif pour un monde plus juste et plus apaisé (principe 25), implique trois ruptures majeures : une approche interdisciplinaire ; un lien entre acquisition de connaissances et engagement concret dans des projets ; un apprentissage vécu de la responsabilité. Dans ce contexte, « la prise de conscience des cycles, explique encore Michel Puech, est essentielle » ⁽⁹⁾. La vie se maintient et se développe par des cycles qui, souvent, sont brisés par l'intervention humaine. Par ailleurs, la formation « par le concret » suppose un enracinement des programmes éducatifs dans un contexte, un territoire, ce qui suppose une coresponsabilité des autorités publiques locales, les institutions éducatives, des jeunes eux-mêmes et éventuellement d'autres acteurs locaux (entreprises, services publics, associations) dans sa conception

et sa mise en œuvre. Ainsi naît la notion de réseau fait de transfert et de partage des connaissances, de confrontation des idées, de constitution de liens d'innovation, de diffusion d'informations et d'expériences réussies. Le territoire permet le perfectionnement de ce qui a été introduit à l'école, sa contextualisation, son illustration, voire sa mise en œuvre dans le cadre de projets communs avec les partenaires locaux dans et en dehors du temps scolaire. Parmi les acteurs du contexte local ou régional, il existe partout des initiatives citoyennes tournées vers la solidarité mondiale qui aident les jeunes et les écoles à passer du local au mondial. (ANNEXE 6)

Par rapport au principe d'incertitude

Si les sciences nous ont fait acquérir beaucoup de certitudes, elles nous ont également révélé, depuis le milieu du XX^e siècle, beaucoup de domaines d'incertitude que ce soit dans les sciences physiques, biologiques ou historiques. L'enseignement devrait faire apparaître ces incertitudes. Si les savoirs disciplinaires sont organisés autour de questions structurées par des présupposés théoriques, il est capital que l'éducation se structure aussi autour de problèmes concrets à résoudre, en fonction du contexte et de la manière dont on veut agir, que l'on vise des situations particulières.

Edgar Morin écrit que « la connaissance est une navigation dans un océan d'incertitudes à travers des archipels de certitudes »⁽¹⁰⁾. Le philosophe allemand Hans Jonas⁽¹¹⁾, de son côté, insiste sur le caractère complémentaire du savoir et de l'ignorance : « Face à des risques de type planétaire, écrit-il, il convient de traiter le doute comme une certitude possible et donc un élément fondamentalement positif de la décision ». La connaissance devient un lieu de complémentarité entre les savoirs disciplinaires, les savoirs interdisciplinaires, les savoirs de terrain et ceux qui émergent de la vie quotidienne. La méthode générale s'apparente à la démarche de résolution de problème orientée vers la compréhension de la situation en vue d'une prise de décision éclairée. L'éducation doit ainsi favoriser l'aptitude naturelle de l'esprit à se poser des questions, laisser s'exercer librement la curiosité de l'enfant, de l'adolescent, la stimuler alors que trop souvent l'éducation traditionnelle l'éteint. Elle doit amener les élèves à se référer au complexe, au contexte, de façon multidimensionnelle et dans une conception globale.



Pedro, Chan, Alexey, Faizah, Naoline, Landon, Asma, Florent... « De fait et quoique vous en pensiez, comme le dit Philippe Meirieu, vous disposez d'un pouvoir bien réel d'agir sur le monde et cela, tant au niveau local qu'au niveau national ou planétaire. Chacun de vous doit se percevoir comme un élément solidaire dans un vaste système où tout agit sur tout et où nul n'est condamné à l'impuissance ou à la passivité. »



Jardin de l'école
d'Andavakoera,
Madagascar.

Organiser le changement éducatif

Transformer un être de chair et d'esprit en une personne apte à vivre une humanité éclairée, épanouie, pacifiée, respectueuse de l'ensemble du vivant est une gageure. L'éducation est un des actes les plus fondateurs de la civilisation. Ni plus, ni moins.

Alors que nous posons ici notre regard sur l'école, il nous faut prendre conscience qu'elle ne doit pas être regardée comme la cause de tous les maux de notre société, elle en est souvent malheureusement le reflet et elle est toujours à son image. Et

elle n'est pas, comme nous l'avons dit, l'unique source de toute éducation. De très nombreux autres acteurs se la partagent et font de nous ce que nous sommes : la famille, les amis, la cité, le travail, nos loisirs, nos lectures, les médias, sans oublier les publicités ont un pouvoir d'influence d'autant plus puissant qu'il n'en porte pas officiellement le nom. Et leur poids est très significatif. Un Nord américain est sollicité près de 3 000 fois par la publicité au cours d'une même journée. En France, par exemple, les enfants sont presque 16 heures par semaine devant la TV. Nous ne sommes pas loin des 24 heures qu'un enfant de primaire passe sur les bancs de l'école.

Lever les obstacles structurels et organisationnels des systèmes éducatifs

Les obstacles structurels

Les témoignages d'une rupture progressive de l'éducation avec l'environnement sont nombreux : une enquête menée en 2013 rapporte qu'un écolier sur trois ne sait pas identifier un poireau, une courgette, une figue ou un artichaut. Un quart d'entre eux ignore que les frites sont faites à partir des pommes de terre ⁽¹²⁾. Comment expliquer cette incohérence à contre-courant des besoins de la société ? Quels sont les phénomènes à l'œuvre pour que les obstacles résistent aux informations et aux évidences exprimées par les États et les scientifiques ?

Quels sont les obstacles structurels propres à l'école ? Tout le mode de vie tel qu'il s'est répandu progressivement à l'échelle de la planète est façonné par l'exploitation d'une énergie abondante et bon marché, avec une foi aveugle en la permanence de cette situation. L'école étant l'émanation même de la société, elle en est le reflet, le visage. Par leur histoire, leurs structures et leur culture, nos systèmes éducatifs hérités de la révolution industrielle, au lieu de nourrir la transition vers une société durable, y font donc, le plus souvent, obstacle.

La prévalence d'une connaissance trop souvent livresque des élèves au regard de leurs compétences et leurs savoirs être et savoir devenir constitue ainsi un véritable obstacle structurel de nos systèmes éducatifs.

C'est ici que des pédagogies actives qui rendent l'apprenant acteur de ses apprentissages par sa mise en situation de recherche et par l'expérience, prennent toute leur importance et leur richesse. Ces pédagogies ne signifient pas la démission des maîtres, tout au contraire : organiser ces situations et aider à formaliser ces découvertes est une tâche essentielle qui leur est dévolue. L'enseignement par discipline est nécessaire, mais il ne permet pas, seul, de comprendre la complexité du monde. Sans travail en interdisciplinarité, il est porteur d'une spécialisation qui confine l'enseignant dans le rôle de celui qui détient un savoir et le transmet de façon frontale à un élève qui risque de devenir passif.

Les obstacles organisationnels

Les obstacles organisationnels de l'école sont hérités de ses obstacles structurels. Ils en sont aussi les amplificateurs. Listons-en quelques-uns parmi les plus récurrents dans de nombreux pays :

- le manque de formation et d'information des cadres ;
- l'insuffisance et l'inadéquation de la formation initiale ;
- des contraintes administratives et légales ;
- le manque d'espace-temps pour la concertation en interne, le montage de projets, la rencontre avec des partenaires extérieurs et les sorties de terrain ;
- la faiblesse de l'évaluation ;
- l'insuffisance de la formation continue ;
- le manque de valorisation de la mission éducative des enseignants ;
- la difficulté d'accès à des outils didactiques ;
- le manque de budget pour financer les projets...

Tous ces obstacles entraînent malaise et démotivation des enseignants, et accélèrent le départ anticipé de nombre d'entre eux, provoquant dans de très nombreux pays une pénurie de « vocations ». Ils portent aussi en eux la marchandisation et la privatisation de plus en plus prégnante de l'éducation et de la formation avec la consolidation d'un système à deux vitesses, l'un porté par le privé et réservé à une élite, et l'autre mis en place par les pouvoirs publics, destiné à l'ensemble de la population, mais avec des moyens plus faibles.

Initier le changement de l'intérieur

La première leçon de l'analyse systémique vise à porter sur une structure aussi complexe que l'école un regard global. Et une évidence s'impose alors à tous : une transformation profonde de l'école doit venir d'elle-même. La nécessité d'un changement doit être comprise, voulue, portée à l'intérieur même de l'école. Mais que recouvre ce mot « école » ? Nous ne sommes plus à l'heure d'une définition restreinte, l'école est l'élément du territoire dédié aux transferts de savoirs. Lieu de connaissance par excellence, elle appartient à la population et la population participe à sa vie. Le territoire lui-même devrait pouvoir être qualifié de « territoire apprenant ». Il a une fonction d'éducation.

« Un problème ne peut pas être solutionné avec le regard et la mentalité de ceux qui l'ont créé », disait Einstein. Il est nécessaire d'innover. Non par une nouvelle loi, mais par de nouvelles méthodes. Si l'État est chargé de définir les missions de l'école et de lui donner les moyens et outils pour les remplir, il doit aussi lui laisser l'autonomie nécessaire pour s'adapter au mieux à son public et à son territoire. Pour y parvenir, personne mieux que les élèves et les professeurs d'une école n'est mieux placé pour porter sur celle-ci un regard critique et proposer une stratégie de changement. Et il ne fait aucun doute que, dans leur démarche, ils dialogueront avec les parents, les élus, les associations, les entreprises, le monde agricole... et tous les acteurs pouvant apporter leur contribution à l'effort éducatif qui est forcément collectif. À l'instar de ce que l'on rencontre parfois dans le monde associatif et de l'économie sociale et solidaire, il s'agit d'une application concrète de la systémique. Ces démarches participatives de gestion de la complexité permettent de faire émerger une intelligence collective. (ANNEXE 7)

De la formation permanente des enseignants

C'est par une démarche d'identification, de définition et de traitement des problèmes que les enseignants comprennent la notion d'apprentissage ainsi que l'importance de la construction des savoirs en chacun de nous. Les enseignants jouent un rôle actif de promoteur de leur propre formation. Par une mise en réseau au niveau d'un territoire, d'une région, d'une nation et par la mise en

place d'une approche participative, on peut essayer d'y répondre : co-formation, assistance, mutualisation, valorisation et dissémination des expériences, discussion autour des problèmes, recherche de solutions en commun, recherche-action.

Pour les formateurs et les enseignants, il faut passer de l'idée de formation continue à celle de formation permanente par la recherche où l'équipe pédagogique progresse de façon dialectique, de la recherche au terrain et du terrain à la recherche. Cette démarche de recherche-action est formatrice non seulement par les procédures intellectuelles qu'elle met en œuvre, mais aussi parce qu'elle requiert un engagement, un investissement personnel, un travail autonome. Elle oblige à se confronter à des réalités, à la complexité des situations et des comportements. Ce sont là les attitudes et les compétences à faire acquérir aux élèves. (ANNEXE 8)

Valoriser et mutualiser des expériences

Nous l'avons dit, seule l'inventivité pédagogique peut permettre à l'enseignant, mais aussi aux élèves, de participer à la prise en charge des changements de société et plus particulièrement d'éduquer à la sauvegarde de notre planète et au respect des autres. Elle permet d'agir à l'interface des disciplines, de renforcer les liens entre l'école et la communauté locale et internationale, afin que l'éducation se développe en symbiose avec son milieu et le reste de la planète.

Ces initiatives existent dans la majorité des pays. Las, elles sont souvent isolées et se perdent faute de valorisation, d'évaluation et de moyens permettant leur diffusion. Ces tentatives et expériences sont souvent menées par des enseignants passionnés, mais trop souvent isolés et parfois incompris de leur hiérarchie. Leurs travaux permettent la mise en route d'équipes pédagogiques, voire de l'école tout entière. Le manque de structure d'appui et d'accompagnement a souvent raison de leur enthousiasme. La mise en place par les pouvoirs publics et d'autres acteurs associatifs, d'initiatives comme les Établissements Verts Brundtland au Canada ou l'outil « Éducation 21 » en Suisse peuvent servir de modèle au dispositif à créer pour observer, soutenir et évaluer en vue de les diffuser, les expériences les plus pertinentes menées à chaque niveau d'enseignement, de la maternelle à l'université.

De telles stratégies peuvent permettre l'élaboration de grandes lignes directrices. Faire en sorte que cette éducation soit appliquée dans des milliers de situations locales, sur le terrain, en étant intégrée à une infinité de situations d'apprentissage. Chaque scénario proposerait des moyens de découvrir les principaux problèmes locaux, des stratégies d'apprentissage, des moyens de créer des liens entre la situation d'apprentissage et la communauté, en évaluant l'impact des projets de recherche, et en intégrant la culture et les savoirs traditionnels et locaux.

Les innovations réussies donnent dès lors lieu à une dissémination. La diffusion et la mutualisation des pratiques pédagogiques qui réussissent à incarner les valeurs du futur invitent les enseignants à :

- affronter un nouveau savoir ou réfléchir sur les représentations courantes par l'analyse et l'interprétation de l'information sous une grande variété de formes ;
- utiliser une gamme de compétences intellectuelles alliant la compréhension, l'analyse, l'application, la mise en ordre, l'évaluation à la prise de décision et à la résolution de problème ;
- généraliser à partir de ces expériences pour définir des connaissances et des compétences nouvelles élargies ;
- adapter et appliquer ces pratiques à leur propre curriculum, à leur contexte et à leurs pratiques d'enseignement.

La valorisation et la mutualisation des expériences passent, au niveau des élèves, par des projets ancrés dans le contexte local. Les situations sont réelles et nécessitent une approche globale. Celle-ci va au-delà des disciplines et nécessite des compétences très diverses. Les élèves sont encouragés à prendre des initiatives, à se montrer responsables de leur apprentissage et de leurs actions. L'école devient un lieu de réflexion et d'action sur le territoire, un lieu où expérimenter la durabilité.

Le projet joue le rôle de levier pour l'ensemble du système éducatif dans la mesure où il existe une volonté politique. En acceptant d'être confronté à des situations contextualisées, complexes, l'enseignant transcende les limites de l'univers scolaire. Il prend conscience de son action et maîtrise les dangers inhérents aux projets en confrontant ses expériences à celles des autres. (ANNEXE 9)

L'établissement scolaire comme support d'éducation et de formation

Intégrer cette éducation globale au sein d'un établissement scolaire offre aussi une réelle opportunité, en particulier au niveau de l'enseignement technique et professionnel qui, hélas, n'a pas toujours la valorisation qu'il mérite dans tous les pays.

Cette éducation permet d'abord de développer la motivation et la mobilisation des jeunes dans leur école. Former, par exemple, les élèves à la pratique d'un diagnostic interne permet de renforcer leur rôle social et leur engagement personnel dans leur apprentissage, de donner du sens au travail scolaire et de proposer un « fil rouge » qui unifie les savoirs et les compétences. Impliquer les jeunes dans l'amélioration continue de leur école, leur lieu de travail et de vie permet d'améliorer les rapports sociaux entre apprenants et professionnels de l'éducation et de l'enseignement. S'interroger sur la façon d'améliorer tel ou tel aspect de la vie dans l'atelier, le labo, la cuisine... permet de faire entrer le jeune dans une posture d'acteur et de citoyen qui s'interroge par rapport à son environnement, sa santé, sa sécurité, son bien-être, ses relations sociales dans la classe ou dans l'école.

Quel que soit son avenir professionnel, le jeune va devenir pas à pas un praticien du Développement Durable. En travaillant par projet et de manière participative, il développe une expérience concrète et directe en lien avec son futur professionnel. Et cela engendre chez lui des comportements faits d'esprit d'initiative, d'esprit critique et de sens des responsabilités. Ainsi, jour après jour, les écoles et tous ceux qui y vivent entrent en Développement Durable.

Ces pratiques s'interrogent sur les ressources utilisées, leurs provenances, leurs impacts écologiques et sociaux, ici et ailleurs. Elles font donc entrer progressivement le monde dans toute sa complexité au cœur de toutes les professions. Elles deviennent, par un juste retour, un levier de l'éducation à une citoyenneté mondiale et le centre d'une recherche sur une activité économique et industrielle fondée sur les principes de la durabilité. ⁽¹³⁾

Travailler en partenariat

La complexité des problématiques environnementales et sociales nécessite une formation commune de tous. Pour y parvenir, la formation

des enseignants, des agents territoriaux et des autres acteurs éducatifs sur l'EEDD est fondamentale.

Pour ce faire, des partenariats entre collectivités locales et associations sont à encourager afin de développer la formation des agents et élus locaux sur les thèmes de l'environnement et du Développement Durable pour enrichir les politiques territoriales. La formation des agents à l'éducation à l'environnement et aux méthodes innovantes qui y sont associées pour la conduite d'un projet de territoire (Agenda 21, Plans Climat...) développe la transversalité des services, la démocratie participative et la participation citoyenne.

Organiser des co-formations, en réunissant dans le même espace le monde scolaire et ces acteurs complémentaires par leurs expériences (acteurs des associations d'EEDD, des collectivités, entreprises, agriculteurs...), permet de croiser leurs visions, leurs approches et de construire ensemble des projets.

Aujourd'hui, les collectivités territoriales sont déjà largement impliquées dans des dynamiques fortes aux côtés des acteurs de la société civile pour promouvoir les actions de sensibilisation et d'éducation aux changements climatiques. Quatre grandes dynamiques et champs d'action ont été mentionnés. Outre leur intégration dans toutes les démarches des collectivités et organismes associés, la création d'une gouvernance locale et internationale sur les enjeux de cette éducation portée par les acteurs locaux, notamment de la culture et des arts. Ces derniers permettent d'atteindre les sensibilités pour une mobilisation de chacun plus profonde et personnelle. Des dispositifs pédagogiques axés sur la création artistique, sur la valorisation des savoirs locaux et l'utilisation des langues indigènes sont des leviers clés pour ouvrir aux enjeux climatiques. Ces mécanismes gagnent à s'enrichir des connaissances traditionnelles que les communautés ont développées pour mieux comprendre et anticiper les éléments naturels. (ANNEXE 10)



Pour que toi Pedro et toi Chan, vous Alexey et Faizah, et vous Naoline, Landon, Asma, Florent et tous les autres puissiez vivre dans un monde plus pacifique, plus solidaire, plus responsable, voilà ce que nous attendons des chefs d'État qui vont se réunir à Paris. Nous voulons construire un monde pour vous et avec vous où la « sobriété heureuse » ⁽¹⁴⁾ remplacera la frénésie consummatrice à laquelle se livrent les privilégiés et à laquelle aspirent les exclus. Tout cela ne sera possible qu'en faisant de l'éducation la priorité.



École Tanat à
Abalak, Niger

Tous et toutes responsables face aux générations futures

En recevant le monde à l'occasion de la COP21 en décembre 2015, la France saisira-t-elle sa chance historique d'introduire l'éducation dans les négociations climatiques ? Il est l'heure de passer à la vitesse supérieure et de réfléchir enfin sur une déclaration politique qui réunirait États, collectivités ou autorités publiques locales, Nations Unies et société civile internationale, pour intégrer aux futurs accords internationaux sur le climat les nouveaux instruments

structurels, juridiques et financiers, indispensables au changement d'échelle dans la transition éducative.

Au regard des enjeux, le Collectif « Paris-éducation 2015 » a plaidé, publié, fédéré pour que l'éducation ne soit plus un « hors sujet » des négociations climatiques. Une étape majeure devrait être accomplie dans cette direction : depuis fin 2014, en réponse à nos prises de position et échanges avec la Présidence de la République et le ministère de l'Éducation nationale, la France a décidé d'organiser, au sein de Paris Climat 2015, une « journée thématique » consacrée à l'éducation. Cet événement sans précédent est une source d'espérance qui doit produire des résultats dès la COP21 puis se prolonger dans un futur rapproché, lors de la COP22 au Maroc en décembre 2016.

Dans l'attente de ces rendez-vous majeurs, il nous faut, d'ores et déjà, nous mettre tous et toutes en route pour garantir la « transition éducative » nécessaire, partout, et pour tous les enfants et les jeunes, d'aujourd'hui et de demain.

C'est pourquoi, nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui ont tâche éducative :

Aux parents, d'abord, nous demandons de faire découvrir, le plus tôt possible à leurs enfants, dans la vie quotidienne, les gestes de solidarité concrète, le respect de soi, de l'autre et de l'environnement.

Aux enseignants, ensuite, nous demandons que, sans renoncer à leur enseignement, ils réfèrent les connaissances et les pratiques à leur impact sur l'avenir de la planète, et encouragent toutes les formes d'entraide et d'échanges qui luttent concrètement contre les replis individualistes.

Aux directeurs d'écoles et d'établissements, nous invitons à mettre en place, dans le quotidien, toutes les formes possibles de responsabilisation en matière d'attention à l'environnement, la santé, la citoyenneté et la solidarité mondiale.

Aux partenaires de l'école (associations, artisans, entreprises, territoires...), nous encourageons à mettre en œuvre des partenariats permettant d'expérimenter des formes nouvelles et solidaires de travail et de vie collective, d'ouverture à l'environnement naturel et humain.

Aux éducateurs et animateurs, nous convions à travailler avec, en permanence, le souci de donner à chacune et à chacun une

responsabilité dans des collectifs et de permettre la participation de tous et toutes.

Aux médias, nous enjoignons de sensibiliser les enfants et les jeunes aux questions de l'avenir de la planète et du vivre ensemble, sans niaiserie ni catastrophisme...

À tous, nous demandons de travailler au quotidien avec les enfants, les adolescents et les jeunes adultes dont ils ont la charge, pour les aider à surseoir à leurs caprices et à leur frénésie consummatoire, à éviter d'être en permanence dans le « tout – tout de suite », à anticiper les conséquences de leurs actes, à réfléchir sur ces conséquences à la lumière de l'information scientifique et des œuvres de culture... bref, à accéder à une pensée réfléchie qui leur donnera les moyens d'être de vrais citoyens du monde.

Appel aux chefs d'État

Quant aux États, nous les engageons à mettre en place un « fonds planétaire », à revoir nos programmes et modalités d'enseignement, à intégrer l'éco-conditionnalité dans tous nos investissements, à développer toutes les formes d'aides permettant d'éviter les dépenses inutiles d'énergie, à encourager la coopération réciproque entre les êtres, les groupes et les peuples...

Car l'Humanité s'engage dans un changement de culture. Quelles que soient les solutions qu'offriront les progrès technologiques, face à cet impératif de transition, l'action publique dispose de trois leviers fondamentaux pour mettre la société en mouvement : le droit, pour contraindre et contrôler; la fiscalité, pour inciter; et l'éducation, pour comprendre et engager.

Dans le champ de l'éducation et de la formation, de la sensibilisation et de l'information, pour agir à la hauteur des transformations nécessaires pour infléchir les courbes à l'échelle planétaire, la communauté mondiale doit changer d'échelle dans deux directions parallèles :

- d'une part, par la généralisation de « l'éducation inclusive » et de qualité pour tous partout où elle fait défaut;
- d'autre part, par la transformation des systèmes éducatifs hérités de la révolution industrielle pour placer la durabilité au cœur de leurs pratiques, leurs structures, leurs méthodes et leurs contenus.

Ces deux défis colossaux requièrent des investissements massifs dans la mobilisation des personnes, la formation des enseignants et les lieux d'apprentissage (intégration de la durabilité dans les écoles), investissements inconcevables à coûts constants pour les budgets publics de l'éducation, et pour lesquels aucun instrument financier de grande échelle n'existe pour l'instant. Ces investissements éducatifs sans précédent sont non seulement indispensables à notre survie, ils sont possibles et réalisables à la source même de ce qui provoque leur nécessité : en transformant la cause en opportunité, et en organisant à grande échelle la compensation des émissions de GES au travers du financement des systèmes éducatifs.

Car enfin, combien de temps encore, les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dépenseront-ils, pour soutenir les combustibles fossiles, le double (160-200 milliards \$ US) du montant nécessaire pour atteindre les objectifs de financement de la lutte contre le changement climatique (100 milliards \$ US) ⁽¹⁵⁾ ? L'aide massive et inadaptée aux énergies fossiles doit progressivement être réorientée à la fois vers un soutien à l'émergence des énergies non fossiles, renouvelables et propres, et vers des moyens pour accompagner ce mouvement avec un projet ambitieux d'éducation, de formation de tous les publics au niveau mondial.

Très concrètement

Éduquer nos enfants et nos jeunes dans un enseignement qui, de la maternelle à l'Université, incarne la durabilité est bien une priorité absolue et une condition fondamentale pour engager l'ensemble de la société dans la transition. C'est pourquoi, les États doivent décider individuellement et collectivement de construire au plus vite les mécanismes nécessaires pour accélérer la transition éducative en consacrant une part importante du produit de la taxation du carbone dans :

- 1) Des plans nationaux et locaux pour l'éducation pour tous et la transition éducative vers le Développement Durable.
- 2) Un fonds planétaire pour la transition éducative placé sous une gouvernance conjointe Nations Unies/société civile internationale, en intégrant aussi autorités publiques locales, entreprises, universités...

Il est donc urgent de mettre en place et d'articuler :

- De nouveaux mécanismes de solidarité (s'appuyant sur le renforcement de mécanismes existants quand ils s'avèrent efficaces) pour réaliser les objectifs de l'éducation pour tous dans tous les pays, par redistribution des revenus du carbone issus des pays aux émissions les plus élevées vers ceux dont les émissions sont faibles.
- Un espace mondial de concertation pour l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable consacré, sur le modèle du GIEC dans le champ scientifique, à embrasser et synthétiser le savoir-faire et les connaissances mondiales sur la transition éducative et à conseiller les gouvernements en la matière; constitué par un réseau d'instituts de haut niveau dans toutes les régions du monde, rassemblant les meilleurs talents pour la recherche et le développement de contenus, outils, méthodes pour la formation d'enseignants, l'échange de bonnes pratiques et la mise en réseau des décideurs de politiques et programmes éducatifs.





École Tanat à Abalak, Niger



Pedro, Chan, Alexey, Faizah, Naoline, Landon, Asma, Florent... nous voici arrivés à la fin de ce Manifeste que nous avons écrit en pensant à vous et aux 10 milliards d'humains qui peupleront la Terre en 2050.

Pour ne pas conclure...

En tant que pédagogues, associatifs et politiques réunis au sein du collectif « Paris-éducation 2015 » et de toutes celles et tous ceux qui s'engagent, comme nous, sur le terrain partout sur la planète, nous voulons vous offrir une éducation qui vous apporte le « bagage » nécessaire pour que vous puissiez en toute liberté et en toute conscience faire vos propres choix, développer votre esprit critique et vous engager dans le monde en toute conscience des enjeux. Que nous soyons parent, travailleur, habitant, citoyen, syndicaliste, associatif, politique, chef d'entreprise, agriculteur... votre éducation nous concerne tous. Nous vous la devons ! Elle vise à sensibiliser, informer, former, éduquer, accompagner chacun et chacune d'entre vous tout au long de votre vie. C'est une nouvelle façon d'habiter la Terre qu'il nous faut apprendre. Pour atteindre cet objectif, les délais sont courts et, vous comme nous, nous sommes tous apprenants.

Dans leur belle étude « Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous », Richard Wilkinson et Kate Pickett écrivent : « Nous devons créer des sociétés plus égalitaires capables de répondre à nos vrais besoins sociaux. Mener des politiques de lutte contre le réchauffement climatique qui seraient perçues comme imposant des limites aux

possibilités de notre satisfaction matérielle serait inadéquat. Ces politiques doivent aller de pair avec des politiques égalitaires qui nous conduisent vers des moyens nouveaux et plus fondamentaux d'améliorer notre qualité de vie. Le changement doit relever d'un déplacement historique de la source de la satisfaction humaine ; il s'agira de privilégier une société plus conviviale au détriment de la croissance économique. » ⁽¹⁶⁾ Il s'agira de remplacer la consommation frénétique de ce qui est aujourd'hui en voie d'épuisement, par le partage de ce qui est inépuisable : le bonheur de comprendre, d'échanger, de créer, de faire ensemble un monde toujours plus humain.

Y'a-t-il rôle plus fondamental pour l'école que de contribuer à la compréhension en vue d'une adhésion du plus grand nombre à ce changement historique ? Ce Manifeste n'a eu d'autre ambition que de dessiner des pistes pour y parvenir. Et d'inviter plus encore tous ceux et toutes celles qui, sur notre unique demeure, la Terre, sont soucieux de l'éducation et de la formation, de poursuivre avec nous la réflexion et de tenter cette aventure.



ANNEXE 1

• Les 193 pays membres de l'ONU ont voté en septembre 2015 les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)

1. Éradication de la pauvreté : sous toutes ses formes et partout dans le monde.
2. Lutte contre la faim éliminer la faim et la famine, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable.
3. Accès à la santé : donner aux individus les moyens de mener une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges.
4. Accès à une éducation de qualité : veiller à ce que tous aient accès à l'éducation et promouvoir des possibilités d'apprentissage de qualité dans des conditions équitables tout au long de la vie.
5. Égalité entre les sexes : parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles.
6. Accès à l'eau salubre et l'assainissement : garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.
7. Recours aux énergies renouvelables : garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et renouvelables à un coût abordable.
8. Accès à des emplois décents : promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.
9. Innovation et infrastructures : mettre en place une infrastructure résistante, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.
10. Réduction des inégalités : réduire les inégalités entre les pays et en leur sein.
11. Villes et communautés durables : créer des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résistants et durables.
12. Consommation responsable : instaurer des modes de consommation et de production durables.
13. Lutte contre le changement climatique : prendre des mesures d'urgence pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.
14. Protection de la faune et de la flore aquatiques : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du Développement Durable.
15. Protection de la faune et de la flore terrestres : préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.
16. Justice et paix : promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ou-

vertes aux fins du Développement Durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.

17. **Partenariats pour les objectifs mondiaux** : revitaliser le partenariat mondial au service du Développement Durable et renforcer les moyens de ce partenariat.

ANNEXE 2

• Think and do tank étudiant : « CliMates »

« CliMates » est un Think & Do Tank étudiant international visant plusieurs objectifs :

- trouver des solutions innovantes pour les enjeux mondiaux globaux liés au changement climatique ;
- porter la voix des étudiants du monde entier ;
- avoir une incidence sur la décision et l'élaboration des politiques.

« CliMates » a quatre principales équipes : Recherche, Action, Formation et Communication & Partenariat.

La majorité des membres travaille sur des projets de recherche répartis dans 4 catégories principales : orientés vers l'action, collecte d'informations et constitution de base de données, politique climatique internationale et négociations climatiques internationales.

L'équipe d'action vise à sensibiliser et mobiliser les jeunes sur la question du changement climatique. En septembre 2013, « CliMates » a organisé l'atelier régional des climats à Bogota (Colombie), rassemblant 40 jeunes leaders sur le climat d'Amérique latine pour une semaine d'activités et de partage des connaissances.

D'octobre à décembre 2013, la conférence des parties du projet en MyCity a été lancée avec succès dans 16 villes du monde, mobilisant 500 jeunes. L'idée est de créer une communauté de jeunes leaders du climat dans le monde qui se rassemblent autour d'événements pour apporter leur pierre à l'édifice lors des rencontres internationales sur le changement climatique.

« CliMates », Conférence des jeunes avant la COP21.

www.coy11.org/fr — www.studentclimates.org

ANNEXE 3

- L'interdisciplinarité vue par une enseignante et par un artiste : France
- Pédagogie active : Allemagne – Finlande

Dans un travail transdisciplinaire structuré par groupe autour de thèmes précis, de nombreux objectifs notionnels, en cohérence avec les programmes

disciplinaires, sont développés. Au-delà des disciplines, la transdisciplinarité permet d'aborder la complexité. Ici les enjeux sont d'ordre économiques, politiques, sociaux, mais aussi de santé publique, de dégradation de l'environnement, d'aménagement du territoire... C'est le regard croisé des disciplines qui met de la cohérence en envisageant un système possible. Pas à pas, au cours de l'année, les élèves élaborent un système en mettant en relation les données trouvées au cours de leurs recherches. Ils se situent enfin comme l'un des éléments du système et prennent conscience de leur responsabilité. La mise en système est une porte d'entrée vers des solutions alternatives moins dommageables pour l'environnement. Les élèves ont envisagé des solutions, y compris une réponse fiction : solliciter l'imaginaire fait aussi partie de la démarche.

Ce type de projet où l'élève est acteur et auteur de ses apprentissages, le responsabilise et le valorise. Il sort de l'attitude conditionnée de consommateur. Il existe au sein de la classe et il trouve sa place au cœur de cette micro société. Le collectif reprend du sens sans aucunement nier l'individu, au contraire. En effet, l'émotion est grande lorsque tel élève (qui refusait de participer au projet en début d'année) dit devant une centaine de personnes : « nous devons, aujourd'hui réfléchir à nos actes pour nos enfants et nos petits-enfants ».

« Pour l'artiste qui travaille souvent seul, les ateliers sont des moments privilégiés où il peut "faire passer" quelque chose de sa passion, de sa démarche. Il peut échanger sur son travail et celui d'autres artistes, et les temps de lectures d'images sont des moments importants où l'élève prend la parole, apprend à exercer son sens critique, à développer son esprit d'analyse ; il va commencer à affiner son regard, à réaliser que la photographie est une possibilité d'investigation de soi, une ouverture au monde, que l'image qu'il va créer peut dire autant sur le sujet traité que sur lui-même.

Six ans que j'anime des ateliers en milieu scolaire, et toujours cette même envie, ce même plaisir à effectuer un "bout de chemin" avec des adolescents autour du regard et de la photographie. Fondé sur la découverte et l'expérimentation du médium liées à la réalisation d'un projet (exposition, édition...), l'atelier est conçu comme un parcours où le regard importe plus que la technique.

Lorsque je dialogue avec les enseignants partenaires du projet sur les formes de développement souhaitées pour l'élève, je m'aperçois que nous évoluons sur un même terrain où approche pragmatique, rationnelle et approche sensible peuvent se "tutoyer" aisément : en somme, donner les moyens à l'adolescent de développer et d'enrichir sa pensée par l'acquisition des savoirs sans le figer dans les stéréotypes, en tenant compte de ses perceptions, de son affectif, objectifs communs qui donnent un sens profond à mon engagement auprès des différentes classes que je rencontre, en imaginant que je peux être un instant, "un ouvrier de fenêtres" comme aimait à se définir l'écrivain Jean Giono. »

Jacqueline et Denis Charron, Jean-Paul Robin : « Éducation à l'environnement,

la pédagogie revisitée », Ed Scéren, CRDP, Académie de Grenoble, 1995

En Allemagne, la pédagogie active est aujourd'hui un élément constitutif de tout enseignement jusqu'au baccalauréat.

https://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9dagogie_active

La Finlande se prépare à une réforme ambitieuse qui vise à renforcer considérablement les pratiques d'apprentissages collaboratives, pour mettre l'accent sur les compétences transversales et transdisciplinaires. Ces enseignements permettront notamment aux élèves de travailler avec plusieurs professeurs simultanément.

<http://www.cousnousils.fr/2015/03/24/la-finlande-veut-mettre-fin-a-l-enseignement-par-matieres-565719>

ANNEXE 4

• Le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU)

Fondé en 1953, ce réseau mondial rassemble 10 000 institutions éducatives de 181 pays. Les écoles et les enseignants du réSEAU sont encouragés à conduire des projets pilotes interdisciplinaires sur un ou plusieurs des quatre principaux thèmes d'étude, couvrant un large éventail de sous-sujets interdépendants : l'Éducation au Développement Durable, la paix et les droits de l'Homme, l'apprentissage interculturel.

En encourageant les écoles de pays et de continents différents à tisser des liens étroits et à réaliser des projets communs, le réSEAU contribue à l'une des fonctions majeures de l'UNESCO : être le catalyseur de la coopération internationale. Il fait en sorte de diffuser les bonnes pratiques pour promouvoir une éducation de qualité dans le contexte de l'éducation pour tous. Le réseau a ainsi créé une publication annuelle, le recueil de bonnes pratiques, afin de diffuser les pratiques exemplaires conduites dans des écoles du réSEAU du monde entier, à tous les niveaux de scolarité.

Des campagnes spéciales ont pour objet de mobiliser les écoles associées de l'UNESCO en faveur de l'un des thèmes d'étude. Ces thèmes sont souvent liés à ceux des journées, semaines, années et décennies internationales. Les écoles et les commissions nationales pour l'UNESCO diffusent les informations sur les résultats obtenus afin que les autres écoles du pays puissent conduire des activités similaires. Les écoles associées servent en outre de modèles pour la mise à l'essai de nouveaux sujets et de matériels et approches novateurs. Les matériels qui ont déjà été mis à l'essai ont trait aux thèmes suivants : l'éducation aux droits de l'homme, la prévention du VIH et du SIDA, la désertification et la faim dans le monde.

Dans de nombreux cas, le réSEAU contribue activement à la réforme et au renouvellement du système éducatif dans plusieurs États membres.

<http://www.unesco.org/new/fr/education/networks/global-networks/aspnnet/>

ANNEXE 5

• Prenons soin de la planète

Quand les jeunes interpellent les décideurs sur les enjeux socio-environnementaux et climatiques !

Coordonné au niveau français et européen par l'association Monde pluriel, le projet « Prenons Soin de la planète » vise à prendre en compte et valoriser l'opinion des jeunes. Il reconnaît leur capacité à assumer des responsabilités individuelles et collectives et à mettre en place des actions locales répondant à des enjeux planétaires.

La 2^e Conférence européenne de Jeunes « Prenons Soin de la planète » a été organisée en mai 2015 à Bruxelles au siège du Comité des Régions et du Comité social et économique européen. 85 jeunes de 14 pays européens (Belgique, Danemark, Espagne, France, Géorgie, Italie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Turquie) se sont réunis pour enquêter, débattre et s'engager en faveur de sociétés durables. Ensemble, ils ont rédigé un Appel à coresponsabilité remis aux décideurs, créé des affiches et un message vidéo. Ces réalisations collectives ont été élaborées dans la perspective de la COP21.

L'Appel à coresponsabilité a constitué l'une des finalités de la Conférence européenne. L'objectif de cet atelier était de rédiger un texte structuré en deux parties : engagements des jeunes et interpellations des décideurs.

D'une part, les jeunes ont mis en commun et mis en forme leurs responsabilités et actions décidées collectivement lors d'ateliers thématiques (Biodiversité et Ressources naturelles ; Énergie et énergies renouvelables ; Solidarité et Citoyenneté ; Bien-être et Santé ; Production et Consommation). Les responsabilités et actions choisies devaient répondre à trois objectifs : 1. Répondre à un enjeu prioritaire identifié par le groupe ; 2. Être facilement mises en œuvre dans le cadre scolaire, quel que soit le contexte national des pays ; 3. Être à la portée des jeunes, dans leur capacité d'action.

D'autre part, il s'agissait d'interpeller les décideurs pour un partage des responsabilités avec des demandes et suggestions concrètes, à partir des éléments issus des débats avec des experts et des élus organisés durant la Conférence, et d'un jeu de rôle visant à définir le type d'acteurs pouvant être mobilisé par les jeunes. Ils ont ciblé 6 types de décideurs clés : chefs d'établissements, maires, représentants des institutions internationales, chefs d'entreprises, journalistes et artistes. Ils ont ensuite préparé la mise en scène de la lecture de l'Appel en session de clôture.

Cet Appel à coresponsabilité a été remis à un certain nombre de personnalités et sera porté à la COP21 par une délégation de jeunes européens, représentants de milliers de jeunes en Europe. Il constitue également un outil d'interpellation des chefs d'établissements et élus locaux.

La rédaction de cet Appel a permis aux jeunes d'expérimenter le concept « d'édu communication », visant à s'approprier de nouvelles formes d'expression pour défendre et partager leurs idées avec d'autres. Cette péda-

gogie de la production collective renforce l'envie d'agir chez les jeunes en créant une cohésion de groupe et le sentiment de « faire ensemble ». D'autre part, l'attention portée par les décideurs à ce texte a une portée symbolique et renforce la capacité d'action des jeunes, en témoigne le retour d'un jeune d'Île-de-France à la fin de cet événement « Je ne savais pas que notre voix pouvait compter ».

<http://careplanet-europe.org> — www.mondepluriel.org

ANNEXE 6

• Une éducation pour tous : Algérie

L'Accord-cadre de partenariat entre le Gouvernement algérien et l'organisation non gouvernementale R20 (Regions of Climate Action), vise la conception et la réalisation d'un programme d'économie verte pour la wilaya d'Oran à titre pilote. Le pôle du R20 initie et met en œuvre des projets de développement à faibles émissions de carbone, s'appuyant sur le tri sélectif des déchets ménagers au niveau des deux quartiers de la ville d'Oran comptant près de 8 000 ménages représentant environ 45 000 habitants.

La sensibilisation des résidents et des commerçants à la pratique du tri sélectif et la concertation entre tous les acteurs : pouvoirs publics, collectivités territoriales, opérateurs économiques, mouvement associatif, médias sont les deux objectifs de ce projet.

La démarche spécifique consiste à :

- Former, éduquer et sensibiliser les publics cibles que sont les citoyens, les jeunes et les moins jeunes en qualité de pairs, les animateurs, les enseignants et les élèves, les associatifs, les gestionnaires des quartiers, et les autres acteurs opérationnels tels que les gardiens, et concierges des résidences choisies (50 enseignants, plus de 100 élèves, 20 agents). Ces ambassadeurs de messages ont acquis les connaissances pour mener des animations socio-culturelles et des actions de sensibilisation de proximité telles porte-à-porte et portes ouvertes sur le tri sélectif dans les cités. (10 000 citoyens touchés, journées pédagogiques)

Impliquer le mouvement associatif local pour renforcer l'action d'information et de sensibilisation sur le tri sélectif auprès des ménages, des commerçants (acquisition de bacs spécifiques, mobilisation des camions dédiés, identification des îlots et choix des emplacements des bacs.)

- Favoriser l'action transversale et la concertation avec l'ensemble des partenaires et acteurs opérationnels qui participent au pilotage et suivi du projet.
- Développer une stratégie de communication comme exemple de bonnes pratiques avec l'élaboration d'un guide.

Nous avons constaté :

- Une évolution dans les attitudes et des changements de comportements des résidents avec de nouveaux réflexes en termes d'écocitoyenneté.

- Une amélioration du cadre de vie : une attention particulière est accordée par les collectivités locales en matière d'aménagement des espaces récréatifs et de l'éclairage public.
- Une augmentation constante des quantités de déchets recyclables triés par les résidents depuis le lancement du projet à ce jour.
- Un intérêt grandissant pour la création d'entreprises et le développement de filières de valorisation des déchets.
- Une volonté manifestée par d'autres résidences et sites pour être accompagnés par le R20 MED pour une éventuelle extension du projet à d'autres quartiers.

Chaque citoyen et chaque citoyenne, jeunes, femmes, hommes, doit être en mesure d'exercer son droit et son devoir, en qualité d'acteurs afin de contribuer à la mise en pratique de tout projet ayant des répercussions qualitatives et quantitatives pour la protection de l'environnement.

Pour conclure, nous maintenons le cap et la démarche de notre projet citoyen, par la promotion de la formation, l'éducation, et la sensibilisation à l'environnement, qui engage l'ensemble des partenaires potentiels du territoire. La dynamique de mobilisation et de responsabilité sociale et collective permettra de contribuer et d'agir contre le changement climatique.

<http://era.dz/2014/r20-projet-pilote-de-gestion-des-dechets-menagers-a-oran/>

ANNEXE 7

• Mise en place d'une nouvelle politique d'éducation : Belgique

En fédération Wallonie-Bruxelles, un nouvel accord de coopération relatif à l'Éducation à l'Environnement, à la Nature et au Développement Durable, a été signé en 2012 par les trois gouvernements Wallon, Bruxellois et la Fédération Wallonie-Bruxelles. Suite à celui-ci, des Assises de l'Ere-EDD, portée par le réseau Idée (Information et Diffusion en Education à l'Environnement), se sont tenues rassemblant et mobilisant de nombreuses écoles et associations. Dans la foulée une évaluation des pratiques de l'Ere-EDD dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental secondaire, ordinaire et spécialisé a été menée par l'inspection. Si le bilan global se veut positif et montre la richesse et la pertinence des projets en particulier dans l'enseignement qualifiant, cet audit fait aussi apparaître le manque d'approche systémique et la faiblesse de l'évaluation des activités. Des recommandations sont faites : professionnaliser les pratiques de l'Ere-EDD au sein des équipes enseignantes, inscrire l'Ere-EDD de façon structurelle au sein des établissements, renforcer la place de l'Ere-EDD dans le système éducatif...

<http://www.assises-ere.be/>

Par ailleurs, un collectif Éducation et Formation au Développement Durable (EFDD) s'est créé. Il a pour ambitions de :

- Créer pour les enseignants un espace permanent, une plate forme de par-

tage d'expériences et de compétences, de co-construction, de collaboration, d'actualisation de l'EFDD. L'associatif soucieux de l'approche systémique qu'est l'EFDD au sein de l'école est un partenaire privilégié à leurs côtés. Les chercheurs en pédagogie et en sociologie au sein des hautes Écoles ou Universités sont aussi des alliés importants dans la construction de ce projet.

- Renforcer l'EFDD auprès de l'ensemble des partenaires naturels de l'école : les politiques à tous les niveaux de pouvoir (du communal au fédéral), les syndicats, les Associations de parents, les Pouvoirs Organisateurs, les fédérations de directeurs.
- Inscrire cette dynamique au sein du programme de l'UNESCO pour l'EDD (déclaration de Nagoya – novembre 2014).

Contact : yves.reinkin@skynet.be

ANNEXE 8

- Recherche action : Vietnam
- De la formation continue à la formation permanente : Arpège – ENSI

Le Vietnam fait partie des dix pays les plus vulnérables aux risques liés au changement climatique. Un programme de « recherche-action » a été mis en place en 2013. Un collectif d'organisations, dont des centres de recherche, plus ou moins liés à l'État, ou de structures universitaires publiques ou privées, du nord au sud du pays, travaille à une approche des défis liés au Développement Durable avec la prise en compte des effets du changement climatique. Sous l'autorité du ministère de l'Éducation nationale, de nouveaux manuels scolaires devraient être créés afin d'assurer la mise en œuvre d'un programme innovant en la matière et destiné à toutes les écoles du Vietnam après 2015.

<http://www.triviet.org.vn/>

Fonctionnement d'un réseau en recherche-action : ENSI France

En 1990, la France participe au projet international, Environmental and schools initiatives project, dans le cadre du CERI dépendant de l'OCDE. Le ministère de l'Éducation nationale avait choisi une douzaine de PAE répartis sur l'école élémentaire et le collège. Les pays participants ont retenu les critères suivants : élaboration d'une conscience environnementale et promotion de qualité dynamique chez les élèves (initiative, indépendance, implication, responsabilité). Le projet a fonctionné à trois niveaux :

- 1^{er} niveau : identification par chacun des pays participants, des initiatives existantes en éducation à l'environnement ou lancement de nouvelles initiatives dans des établissements considérés comme novateurs.
- 2^e niveau : analyse et réflexion sur la relation existant entre les expérimentations dans les établissements scolaires et le développement de la politique de l'éducation à l'environnement dans les États membres.

- 3^e niveau : prise en compte des développements récents dans le domaine des sciences liées à l'environnement et examen de leur pertinence quant à l'éducation à l'environnement.

Chaque équipe était composée de l'équipe responsable du projet scolaire, d'un inspecteur chargé de l'animation et de la formation et d'un formateur régional (formation initiale et continue) impliqué dans ce projet. L'intérêt de ce réseau réside dans le fait que ses membres ont mis en œuvre de véritables recherches-actions avec détermination précise d'objectifs et évaluation rigoureuse au cours de réunions nationales sous la houlette de l'inspecteur national chargé de l'EE et de la coordinatrice pédagogique nationale, ce qui a permis de rendre transférables les résultats obtenus. Ce projet, partant d'initiatives scolaires, a conduit, par un va-et-vient constant entre l'équipe nationale et les réalités scolaires, à une théorisation de la pratique. Dans un premier temps chaque équipe a examiné son projet au moyen d'une grille d'analyse élaborée au niveau national, ce qui a permis de comparer les différents projets. Par un effet miroir, chaque équipe a reçu l'image de son propre projet; dans un second temps, chaque équipe a revu son projet ce qui a entraîné une réflexion nouvelle. Peu à peu les équipes sont passées à une formalisation de plus en plus précise des fondements de l'Éducation à l'Environnement, à la création de nouveaux outils, à la recherche de critères de qualité et à la prise de conscience de capacités nouvelles dans l'exercice de leur métier.

Une réunion annuelle réunissait les responsables nationaux de chacun des vingt pays participants et des stages de formation réunissaient deux à trois par an les coordinateurs nationaux. Par ailleurs, cette recherche-action a permis d'éclairer les décideurs pour des propositions en vue d'introduire plus fortement l'EE dans les programmes des écoles et collèges ainsi que dans les projets de formation des enseignants.

www.ensi.org et Maryse Clary, Pierre Giolitto : « *Éduquer à l'environnement* », Hachette éducation, 1994.

Le projet ARPEGE (Programme d'Appui régional à la Promotion d'une Éducation à la Gestion de l'Environnement) conduit avec le GREFE et l'Université de Liège, initié par la COI (Commission de l'océan Indien) à la demande des États et financé par l'UE, a eu pour objectifs la formation d'animateurs, de 175 enseignants dans 60 écoles pilotes, l'élaboration d'outils pédagogiques et l'introduction de projets d'ErE dans les curricula et les pratiques scolaires de quatre îles (Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles).

Une démarche participative, la pédagogie de projet, des aller-retour entre terrain et périodes de formation ou d'accompagnement ont permis une co-construction évolutive. Les animateurs régionaux participaient à des séminaires de formation puis formaient les enseignants et les accompagnaient dans la mise en œuvre de projets dans leurs classes. L'ATI (Appui Technique International) intervenait à différents moments de formation et d'animation. La conception des outils pédagogiques s'est appuyée sur les projets élaborés et mis en œuvre par les enseignants locaux en fonction des

préoccupations et des possibilités du terrain. Pour introduire une innovation dans un système établi, il a été essentiel de toucher tous les éléments du système par l'activation de tous les niveaux du système éducatif et par l'utilisation d'un projet existant institutionnel, l'approche par compétences (APC) dirigée par l'UNESCO.

C'est à chaque société de définir son propre modèle de développement en matière de gestion environnementale. Les interventions devaient être guidées par un système de valeurs dans le sens du développement de l'être afin de lui permettre de mieux vivre dans son milieu et devaient appartenir au système de valeurs des personnes concernées. Dans le contexte, il a été indispensable de tenir compte d'autres priorités, la réduction de la pauvreté, l'éducation pour tous, l'éducation pour une meilleure alimentation...

commissionoceanindien.org/publications/archives/

ANNEXE 9

- Écoles Brundtland
- Green Schools : Irlande
- Agenda 21 scolaire : France
- Coopérative de solidarité : Québec

Le réseau des Établissements verts Brundtland (EVB-CSQ) est né d'un rêve collectif de centaines de personnes qui croient en la génération actuelle et aux générations futures, tout en partageant l'espoir d'un monde meilleur pour toutes et tous, ici et ailleurs sur la planète.

Initié au Québec en 1993 par la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ), en collaboration avec des partenaires, dont RECYC-QUÉBEC, le réseau EVB-CSQ compte maintenant plus de 1400 établissements inscrits depuis sa création.

Composé en majorité d'établissements scolaires du primaire et du secondaire, le réseau s'est élargi progressivement aux autres établissements regroupant des membres de la CSQ : collèges, centres de la petite enfance, centres d'éducation des adultes, centres de formation professionnelle, immeubles à bureaux (avec RECYC-QUÉBEC), secteur de la santé, etc.

Les établissements qui ne regroupent pas de membres de la CSQ peuvent obtenir à certaines conditions le statut d'Établissement associé Brundtland (EAB-CSQ).

Un EVB-CSQ, c'est un établissement où l'on pense globalement et où l'on agit localement pour favoriser un avenir viable. C'est-à-dire un endroit où l'on pose des gestes concrets et continus susceptibles de contribuer à la construction d'un monde écologique, pacifique, solidaire et démocratique. C'est un établissement qui valorise l'engagement des jeunes et des adultes en le faisant connaître et reconnaître socialement. C'est un établissement qui s'ouvre à la communauté et au monde et qui affiche, avec fierté, ses réalisations et ses actions, si petites soient-elles !

Green schools en Irlande : 3 830 établissements scolaires (95 % des écoles du pays) participent au programme « Green-Schools » (présent dans 50 pays sous le nom « éco-écoles » ou « eco-schools » sous la conduite de la Fondation pour l'Éducation à l'Environnement en Europe).

De nombreuses actions ont été réalisées, elles sont liées aux transports, aux économies d'électricité et de combustibles fossiles, à la gestion des déchets, à la biodiversité par la plantation d'arbres. Durant l'année 2014, elles ont ainsi réduit la production de : 35 000 tonnes de CO₂, de 5 000 tonnes de méthane et de 65 tonnes de monoxyde carbone.

Agenda 21 scolaire en France

Le Département de l'Isère accompagne les démarches innovantes de Développement Durable dont l'objectif est de faire du collège un véritable lieu d'expérimentation. Cette approche permet d'allier projet pédagogique et fonctionnement plus responsable de l'établissement, de donner aux jeunes le pouvoir d'agir dans leur établissement face à des enjeux qui peuvent parfois les dépasser et développer le sentiment d'appartenance. La réussite de ces initiatives repose sur une co-construction des projets entre les équipes techniques du département et les équipes administratives et pédagogiques des établissements. Depuis 2008, en moyenne 5 collèges par an ont été accompagnés pour construire et animer un Agenda 21, assister les équipes administratives pour réaliser un état des lieux des actions déjà mises en place, définir un plan d'action et instaurer un suivi des actions. Vu la montée en charge du dispositif, l'accompagnement du Département passe par des rencontres territoriales sur des thématiques précises (compostage, gaspillage alimentaire), parfois ouvertes à l'ensemble des collèges. En 2015, sur les 35 collèges, 8 collèges sont accompagnés individuellement, 12 sont accompagnés à l'échelle territoriale, 12 sont devenus autonomes dans leur projet et 2 ont abandonné le projet.

Outre un fonctionnement plus éco responsable de l'établissement, les agendas 21 scolaires proposent aux collégiens une méthode et des supports d'expérimentation afin d'illustrer les apports théoriques des enseignements : jardin, compost, ruchers, prairies fleuries coopération internationale, ce qui permet de mettre l'élève en situation de conduite de projet faisant appel à d'autres compétences que celles des savoirs théoriques, proposant ainsi un support d'évaluation pour le socle commun de compétences. Les retours d'expérience sont particulièrement positifs pour les élèves dits décrocheurs qui reprennent le goût des apprentissages par des manipulations concrètes. Un répertoire de ressources sur le Développement Durable est en développement afin de pouvoir prendre le relais. Sur les 96 collèges du département, 44 établissements ont été équipés d'un site de compostage.

Le projet « Collège à énergie positive » permet aux élèves de réaliser grâce à une mallette d'appareillage de mesure et un guide d'audit, un diagnos-

tic énergétique de l'établissement scolaire. À la fin de l'année scolaire, les élèves devront présenter à un jury constitué de techniciens du Département les pistes d'amélioration énergétique qu'ils auront identifiées. Les améliorations retenues seront prises en charge et mises en œuvre par le Département. Le groupe d'élèves bénéficie de 3 séances éducatives animées par l'Agence locale du Climat (Alec) ou l'Agence pour une gestion durable de l'énergie (AGEDEN). Ce projet permet à l'élève de comprendre le rôle de l'énergie dans la vie de tous les jours, de s'inscrire dans une démarche de professionnalisation et de responsabilisation, de mettre en pratique des compétences transversales, de détecter des dérives et d'identifier un potentiel d'économie d'énergie important.

Depuis 2013, 10 collèges participent au projet « au collège à vélo ». Les équipes de collège sont accompagnées par l'Agence pour le Développement des transports en commun (ADTC) ou l'Agence de Mobilité Nord Isère (AMNI); des itinéraires ont été aménagés et balisés en concertation avec les communes, des séances d'animation sont conduites auprès des élèves, un kit de communication est distribué au collège (flyers itinéraire, panneau balisant les itinéraires).

<https://www.isere.fr/education/les-nouveaux-colleges/agenda-21-scolaire/>

Coopérative de solidarité : Québec

La Forêt d'Arden, coopérative de solidarité, a pour mission d'élaborer et de mener des projets permettant de comprendre et de soutenir l'engagement éco citoyen par une approche créative, ludique et positive. Depuis 2010, la forêt d'Arden développe et met en œuvre la Bourse du carbone Scol'ERE pour une société plus sobre en carbone par les jeunes de 9 à 12 ans.

Cette Bourse est un mouvement éducatif et collectif qui vise l'adoption de nouvelles habitudes de vie éco responsables par la formation d'élèves à l'école primaire, favorisant ainsi la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Citoyens et entreprises sont aussi invités à sélectionner des défis.

Fait novateur, ces réductions d'émissions de GES sont comptabilisées et transférées en Crédits carbone éducatifs (CCÉ), permettant ainsi aux citoyens, aux organisations et aux événements corporatifs de compenser leurs émissions de GES par l'achat de ces CCÉ.

La Bourse du carbone Scol'ERE comporte donc deux grands volets inter-reliés : « Je m'engage ! » (volet de réduction des émissions de GES) et « Je compense ! » (volet de compensation des émissions de GES). Le programme éducatif de la Bourse du carbone Scol'ERE (volet Je m'engage!) cible les élèves à l'école primaire (9 à 12 ans) et propose un scénario clé en main pour l'enseignant. Les élèves deviendront des enquêteurs et réaliseront de multiples activités telles que : jeu-questionnaire, enquête extérieure, exposé oral, maquette, casse-tête, chronique vidéo, permettant de :

- Comprendre le phénomène des changements climatiques et le rôle de l'activité humaine;

- Identifier les sources de GES dans leur environnement et les comprendre (« lire en GES ») sous les thèmes Consommation, Énergie et Transport, ainsi que Matières résiduelles;
- Prendre conscience de leur pouvoir d'action et adopter de nouvelles habitudes de vie en tant que consommateurs plus responsables (« Agir en saGES »);
- Contribuer positivement au mouvement collectif pour la réduction des gaz à effet de serre, en invitant la société à faire comme eux.

Pour favoriser le passage à l'action, les élèves sont appelés à s'engager volontairement à travers douze défis familiaux et positifs, par exemple : éviter l'achat de bouteilles d'eau (27 kg de CO₂ évités/an) et récupérer toutes les matières recyclables acceptées par la municipalité (39 kg de CO₂ évités/an). Bien que le public cible du volet « Je m'engage » soit les élèves du primaire, en faisant preuve de leadership, ceux-ci invitent leur entourage à prendre part au mouvement de réduction des GES et à faire comme eux, à relever des défis!

Fait important, tous les participants doivent sélectionner leurs défis sur la plateforme Web du projet et ainsi, les GES évités par les défis sont comptabilisés, pour générer les Crédits carbone éducatifs. Sur la plateforme Web, on retrouve aussi divers outils de mobilisations : système de messagerie, chronique « À la une » hebdomadaire, blog, vidéos...

Enfin, pour les enseignants, ce volet propose du matériel pédagogique conçu avec une approche ludique pour soutenir les enseignants qui doivent répondre aux attentes du Programme de formation de l'École québécoise. Le programme éducatif Bourse du carbone Scol'ERE est réalisé via des animations par les éducateurs spécialisés de la forêt d'Arden ou encore, via le cadre de formation aux enseignants.

Via le volet « Je compense ! », citoyens, organisations et événements peuvent acheter des Crédits carbone éducatifs pour compenser les émissions de GES dues à leurs transports (voyage, déplacement d'affaire, événements, transport des produits et services...). La Bourse du carbone Scol'ERE permet donc la compensation éducative des émissions de GES pour réduire notre empreinte carbone. Pour quantifier les GES engendrés par nos transports, elle met à disposition une calculatrice des émissions de CO₂ sur www.bourses-colere.com. Les revenus de la vente des Crédits carbone éducatifs assure le déploiement de la Bourse du carbone Scol'ERE dans les écoles et la société. Un crédit carbone éducatif équivaut à une tonne de CO₂ évitée grâce au volet « Je M'engage ! ».

Les Crédits carbone éducatifs de la Bourse du carbone Scol'ERE sont issus d'une démarche reconnue par un comité d'experts piloté par le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ). Ce comité reconnaît la rigueur et l'efficacité du mécanisme de la Bourse du carbone Scol'ERE (Rapport final CRIQ, no 640-PE47791) : « Les crédits carbone éducatifs ont un effet durable et une double valeur : ils permettent de compenser les émissions de GES,

par l'achat de CO₂ équivalents évités, en plus de contribuer au financement d'un projet novateur privilégiant l'éducation et le passage à l'action des jeunes du Québec dans la lutte aux changements climatiques ».

La Bourse du carbone Scol'ERE a su répondre à un besoin en éducation à l'écocitoyenneté, en réunissant des organisations et des institutions de tous les milieux : scolaire, municipale, entreprises d'économie sociale, scientifiques, coopératifs et gouvernementales. La Bourse devient ainsi un mouvement positif pour rejoindre la société civile et surtout, adaptable peu importe le milieu où nous sommes. Mobiliser, les jeunes ont un fort pouvoir d'action pour agir sur leur mode de consommation familial et ainsi, réduire leurs émissions de GES.

www.boursescolere.com

ANNEXE 10

- **Savoir faire autochtones : au Brésil**
- **Plan climat territorial : au Sénégal**
- **Mouvement social régional : Pacifique**
- **Espaces régionaux de concertation : France**

Savoir faire autochtones au Brésil, dans l'État d'Amapá en forêt amazonienne ont été mis en place les « Escolas Famílias » pour éduquer des élèves du primaire et du secondaire et toucher à travers eux, la communauté villageoise tout entière. Cette mobilisation met en valeur les savoir-faire autochtones pour soutenir le Développement Durable d'une agriculture familiale qui donne la priorité à l'équilibre environnemental dans le processus de production.

Les « Plans Climat territoriaux » développés dans plusieurs collectivités territoriales constituent des cadres intéressants pour renforcer les politiques éducatives en matière de changements climatiques, en développant des partenariats entre les acteurs et en y inscrivant des actions éducatives. Toutes les directions doivent en cela être associées à l'élaboration et à la mise en œuvre des Plans Climat.

www.educador.brasilecola.com

Plan climat territorial : au Sénégal

L'élaboration du plan climat territorial intégré de Dakar a fait l'objet d'une large concertation entre acteurs de la société civile, des collectivités territoriales, et des représentants institutionnels en vue d'un diagnostic partagé sur les enjeux territoriaux et les mesures à mettre en œuvre adaptés au territoire. Cette démarche de co-construction a ainsi permis une mobilisation forte des acteurs du territoire autour de ce projet et une appropriation plus grande des mesures d'adaptation et d'atténuation portées par ce Plan Climat territorial.

Mouvement social régional : Pacifique

L'action d'un mouvement social régional dans les petites îles du Pacifique qui a pu, par sa lutte, arrêter la pratique des essais nucléaires (Jenkins, 2005) des nations développées, ayant pollué plusieurs atolls dans le Pacifique, régions où il est désormais interdit aux populations locales de cultiver ou de séjourner pour longtemps.

L'action de l'organisation régionale du Pacifique « Pacific Regional Environmental Program » (SPREP) qui vise à contribuer à un développement qui assure la viabilité des écosystèmes et des sociétés dans la région, à travers un large éventail de projets et une action éducative impliquant des écoles, des Universités, des ONG et groupes communautaires (Jenkins, 2005).

www.sprep.org

Espaces régionaux de concertation : France

L'exemple du GRAINE Rhône-Alpes montre comment organiser une co-formation autour de projets visant à promouvoir une société bas carbone, en réunissant dans le même espace des acteurs complémentaires par leurs expériences pour croiser leurs visions, leurs approches et co-construire des projets.

Espaces régionaux et locaux de concertation – rencontres entre acteurs

Les 9^e Rencontres organisées par le GRAINE Rhône-Alpes sur le thème « Éduquer et apprendre ensemble pour augmenter la capacité de résilience des territoires de Rhône-Alpes » au printemps 2015.

Réseau régional pour l'éducation à l'environnement vers un Développement Durable (EEDD), le GRAINE Rhône-Alpes est ouvert à toute personne et à toute structure intéressées par l'EEDD : associations, institutions, collectivités territoriales, établissements scolaires, centres de loisirs, entreprises de l'économie sociale et solidaire, professionnels de l'environnement, enseignants, animateurs, éducateurs... Tous sont partie prenante du réseau et acteurs d'une dynamique d'échanges et de réflexion visant à développer et à promouvoir l'éducation à l'environnement vers un Développement Durable dans la région Rhône-Alpes et l'ensemble de ses territoires. En 2014, le GRAINE regroupait plus de 150 structures adhérentes.

Ces Rencontres ont impulsé une dynamique ambitieuse pour l'implication des citoyens sur les questions climatiques en Rhône-Alpes.

Il n'y aura pas d'atténuation des changements climatiques sans participation des citoyens et il n'y aura pas de participation des citoyens sans éducation de tous, tout au long de la vie.

<http://www.graine-rhone-alpes.org/>

SOURCES

- ⁽¹⁾ Edgar Morin, *Enseigner à vivre*, éditions Actes Sud, 2014
- ⁽²⁾ Naomi Klein, *Tout peut changer : capitalisme et changement climatique*, éditions Actes Sud/Lux, 2014
- ⁽³⁾ Naomi Klein, *op. cit.*
- ⁽⁴⁾ Michel Puech, *Le Développement Durable : un avenir à faire soi-même*, éditions Méléty Le Pommier, 2010
- ⁽⁵⁾ Michel Puech, *op. cit.*
- ⁽⁶⁾ Edgar Morin, *Les Sept Savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, éditions Seuil, Paris 1999
- ⁽⁷⁾ UNESCO, *Éducation pour le Développement Durable*, Décennie des Nations Unies 2005-2014
- ⁽⁸⁾ Edgar Morin, Raul Motta, Emilio-Roger Ciurana, *Éduquer pour l'ère planétaire*, éditions Balland, 2003
- ⁽⁹⁾ Michel Puech, *op. cit.*
- ⁽¹⁰⁾ Edgar Morin, *Les Sept Savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, éditions Seuil, Paris 1999
- ⁽¹¹⁾ Hans Jonas, *Le Principe de responsabilité*, éditions du Cerf, Paris, 1990
- ⁽¹²⁾ Enquête menée en mai 2013 par les médecins de l'Association santé environnement France (ASEF) auprès de plus de 910 écoliers
- ⁽¹³⁾ Jean-Michel Lex et Jasmin Jalajel, *Les Cahiers du Développement Durable*, Région Wallonne, Belgique 2012
- ⁽¹⁴⁾ Pierre Rhabi, *Vers la sobriété heureuse*, éditions Actes Sud, 2010
- ⁽¹⁵⁾ OCDE (2012), *Coopération pour le développement 2012 - Comment intégrer durabilité et développement*, éditions OCDE
- ⁽¹⁶⁾ Richard Wilkinson et Kate Pickett, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, éditions Les Petits Matins, Paris, 2013

Achevé d'imprimer
sur les presses de
l'imprimerie Héraldie
en novembre 2015.

Nous sommes à un moment de l'histoire où les changements climatiques et leur cortège de drames humains (réfugiés, sécheresses, inondations, vulnérabilité accrue de la production alimentaire...) croisent d'autres crises, celles du modèle économique et démocratique, de l'éthique, des institutions internationales, des relations entre groupes de population... L'enjeu majeur d'aujourd'hui, avec l'avenir de l'homme et de la Terre, c'est l'humain, ce qu'il deviendra, ce qu'il sera capable de porter comme projet pour l'humanité. Quelle éducation devons-nous offrir à nos enfants pour que ces réalités inédites puissent être rencontrées demain, sans que l'humanité bascule dans la violence et le dépeçage égoïste de la planète ?

Le collectif « Paris-éducation 2015 » rassemble des pédagogues, des associatifs, des politiques militant pour garantir la place de l'éducation au sein de la COP21 et des suivantes.

